

Institut Royal Colonial Belge

SECTION DES SCIENCES MORALES
ET POLITIQUES

Mémoires. — Collection in-8°.
Tome XXVIII, fasc. 1.

Koninklijk Belgisch Koloniaal Instituut

SECTIE VOOR MORELE EN
POLITIEKE WETENSCHAPPEN

Verhandelingen.—Verzameling in-8°.
Boek XXVIII, afl. 1.

LE COMMUNISME ET LA DÉCOLONISATION

PAR

Arthur WAUTERS

PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ DE BRUXELLES



Avenue Marnix, 25
BRUXELLES

Marnixlaan, 25
BRUSSEL

1952

PRIX : Fr. 100
PRIJS :

LE COMMUNISME
ET LA
DÉCOLONISATION

PAR

Arthur WAUTERS

PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ DE BRUXELLES

LE COMMUNISME
ET
L'ÉCONOMISATION

Mémoire présenté à la séance du 18 février 1952.

LE COMMUNISME ET LA DÉCOLONISATION

I. Introduction.

L'année 1951 a été marquée par une vive recrudescence du nationalisme des peuples dépendants ou pseudo-indépendants. Les mouvements autonomistes ont gagné en nombre, en profondeur et en violence. Les succès extraordinairement rapides remportés par certains d'entre eux ont encouragé les voisins. En Asie, dans le Moyen-Orient et en Afrique du Nord, on a assisté à une véritable réaction en chaîne.

Ces mouvements ne présentent pas tous les mêmes caractères. Des formations politiques, à tendance autonomiste, qui, jusque là, n'avaient manifesté aucune vigueur et qui en étaient encore au stade des manifestations académiques et verbales, sont passées à l'action directe.

L'octroi de l'indépendance, dont furent dotés un grand nombre de territoires, soumis jusque là aux métropoles, n'a pas ralenti les aspirations de ceux qui veulent non seulement conquérir la liberté politique, mais aussi s'affranchir de la sujétion économique. Dans bien des endroits, elle est toujours maintenue. Il y a d'ailleurs des nuances dans l'autonomie politique. C'est le cas notamment pour la Rhodésie du Sud qui, disposant politiquement d'elle-même, a dû cependant accepter que les droits des indigènes soient sauvegardés par le gouvernement impérial.

On a même vu apparaître un cas extrêmement curieux

dans le développement des événements dont nous nous occupons ici. L'Afrique du Sud, après la victoire électorale du parti nationaliste du Dr MALAN aux élections du 26 mai 1948, a contesté le droit de contrôle (Trusteeship) de la Commission de Tutelle des Nations Unies sur l'Ouest Africain Allemand. A l'Assemblée Générale des Nations Unies de décembre 1948, le délégué de l'Afrique du Sud a réaffirmé que les populations de l'Ouest Africain ont, à plusieurs reprises, demandé leur rattachement à l'Union.

Dans les pages qui suivent cependant, nous n'avons l'intention d'étudier ce phénomène que dans les territoires coloniaux ou dans ceux qui furent affranchis récemment du statut colonial.

Cet activisme soudain et virulent a déconcerté l'Occident, au point de l'obliger à modifier sa stratégie militaire. Il y a lieu d'observer tout de suite que les métropoles s'opposent de moins en moins par la force aux revendications qui se dressent devant elles, bien qu'elles aient dû essayer bien des brimades et des humiliations et qu'elles aient dû subir un grand nombre d'impertinences spectaculaires. Peut-être après l'échec des Hollandais en Indonésie, qui ont voulu s'opposer militairement à la constitution de l'État Indépendant d'Indonésie, ont-elles tiré la conclusion que cette méthode ne paye plus. Peut-être aussi sont-elles à ce point affaiblies qu'elles n'ont plus le loisir d'y recourir.

Des esprits pusillanimes et un peu irréfléchis, succombant à la tentation des généralisations hâtives, ont voulu voir dans tous ces mouvements autonomistes la main des communistes. On ne peut nier qu'ils ont une longue expérience de ce genre d'action. Il faut se garder de conclusions précipitées. En le faisant, on tombe dans une mythomanie politique qui ne peut que les réjouir. On grandit leur prestige et on leur accorde gratuitement une sorte de pouvoir magique.

Il est extrêmement difficile d'identifier les forces obscures agissant sur ce développement, qui est en train de modifier toute la physionomie du globe.

On ne peut sûrement pas soutenir que le mouvement de libération économique poursuivi avec tant d'énergie passionnelle par le D^r MOSSADEGH, premier ministre de l'Iran, soit d'inspiration communiste. Il n'est pas douteux cependant, que son impétuosité même est due, en partie, à la pression politique du parti Tudeh, d'obédience communiste. Le D^r MOSSADEGH, comme son collègue égyptien, NAHAS PASHA, appartient aux classes privilégiées et il n'a nullement l'intention de se faire exproprier par une révolution du type moscovite.

Peut-être escompte-t-il l'appui momentané de ces nationalistes particulièrement turbulents pour l'aider à s'affranchir de l'hégémonie économique anglaise, en caressant l'espoir de liquider les communistes quand il aura remporté ce premier succès.

La menace communiste intérieure fut d'ailleurs abondamment utilisée par le D^r MOSSADEGH dans ses négociations avec l'Amérique, au mois d'octobre 1951. Il a fait valoir, non sans habileté, que l'expropriation de l'Anglo-Iranian Petroleum Cy permettrait à l'Iran d'exploiter elle-même les richesses pétrolifères du pays et que les bénéfices en seraient consacrés à l'amélioration du standard de vie des masses iraniennes, amélioration qui est la meilleure assurance contre les aventures extrémistes.

Dans leur lutte contre l'Angleterre, ni le D^r MOSSADEGH, ni NAHAS PASHA ne dédaignent de recourir à une stratégie qui a si bien réussi aux communistes du monde entier, en pratiquant la méthode du front commun, à titre passager et précaire. C'est pourquoi, on voit l'Iran et l'Égypte mélanger leur voix à celles des puissances du bloc soviétique dans les votes qui ont lieu aux Nations Unies. C'est dans le même but, et

aussi pour trouver une compensation aux marchés qui leur échappent, qu'il signent des accords commerciaux avec la Russie des Soviets.

A côté du désir passionné d'indépendance et de liberté, il y a des causes universelles et permanentes qui expliquent cette explosion de nationalisme.

La première est le violent contraste qui existe entre la misérable situation des masses et l'opulence d'une minuscule minorité sociale souvent corrompue. Le développement de la presse et l'usage de plus en plus répandu de la radio ont familiarisé les populations avec les données qui permettent de comparer le standard de vie des pays non développés à celui de l'Occident. La large diffusion des statistiques de l'Organisation mondiale de la Santé a popularisé les taux de morbidité, de mortalité et de longévité. Les rapports publiés au sujet de la réalisation du point IV du Président TRUMAN pour le développement des pays arriérés contiennent des données sur les revenus moyens comparés, sur la capacité d'achat, sur les conditions de logement, sur l'équipement. Elles ont pénétré dans la conscience des plus déshérités.

Pendant la seconde guerre mondiale, de nombreux indigènes embrigadés dans les armées alliées furent soumis à de gigantesques migrations. Elles leur ont permis de faire des rapprochements édifiants et de vérifier sur place la médiocrité de leur niveau de vie, comparé à celui des populations avec lesquelles ils prenaient un contact forcé.

Ces comparaisons provoquent une indignation d'autant plus vive que, jusqu'à présent, l'exploitation des richesses nationales s'est faite par des étrangers, au profit des étrangers. La littérature de propagande communiste abonde en détails circonstanciés sur les investissements des capitaux métropolitains dans les territoires coloniaux ou semi-coloniaux, sur le volume

des dividendes distribués, qui sont confrontés avec l'indigence des dépenses pour l'enseignement et la santé publique.

Dans beaucoup de pays soumis au bouleversement que nous analysons existe également un régime agraire périmé. Et nous verrons avec quelle habileté les communistes s'en sont servis pour élargir d'une façon durable la base sociale de leur action.

En Asie, l'occupation japonaise a eu des conséquences considérables sur le comportement politique des autochtones. Les Japonais ont constitué, partout où ils sont passés, des gouvernements Quisling qui ont initié les indigènes à la technique de l'administration autonome.

Des gouvernements collaborationnistes de ce genre furent constitués aux Philippines, en Annam, au Cambodge, au Louang-Prabang et en Birmanie.

D'autre part, dans les régions occupées par les Japonais, des maquis, armés par les Anglais, auxquels collaboraient activement les communistes, ont lutté à main armée au côté des troupes alliées contre l'envahisseur. Puis avec ces mêmes armes anglaises, ils se sont retournés contre les Anglais pour conquérir leur propre indépendance. On se trouve ici en présence d'une opération en deux temps.

Le conflit entre les deux idéologies qui se partagent le monde a également contribué à exaspérer les populations désireuses de conquérir leur autonomie. Alors qu'elles n'y étaient pas directement mêlées, elles en subirent indirectement le contrecoup par la hausse des prix, l'aggravation du coût de la vie, l'impossibilité de se procurer des matières premières et l'accroissement des charges militaires.

Les autonomistes furent prompts également à exploiter les controverses entre les Occidentaux. Ce fut surtout le cas en Iran. Et ces conflits se déroulent parfois sur le plan technologique. Le mouvement en Malaisie fut

influencé par la concurrence que le caoutchouc synthétique fait au caoutchouc naturel.

Les débats qui eurent lieu le 29 décembre 1951 à l'Assemblée nationale française sur les crédits militaires pour l'Indochine, ont illustré le parti que les mouvements autonomistes pouvaient tirer des difficultés rencontrées par les grandes puissances. Elles ne pouvaient faire face en même temps à leur obligations dans les territoires d'outre-mer et aux exigences du réarmement en Europe occidentale.

En 1951, la France avait consacré 283 milliards de francs français aux opérations militaires dans le Tonkin. Cette somme était passée à 326 milliards pour 1952.

En résumé, la situation se présentait de la façon suivante. Ces 326 milliards, ne représentaient que les dépenses des forces terrestres. Il fallait y ajouter celles du budget de l'Air et de la Marine. Ce qui portait le total à 400 milliards, soit le tiers du total du budget militaire français, ou le huitième de l'ensemble des dépenses publiques de la quatrième République. Au même moment, la France s'était engagée à mettre sur pied dans le cadre du Pacte Atlantique dix divisions, alors que l'Indochine absorbait en personnel un quart des officiers de l'armée française et 40% de l'ensemble de ses sous-officiers.

Les effectifs s'élevaient à 144.000 hommes en 1951, portés à 170.000 au cours de l'année. Et ils seraient fixés à 173.000 en 1952. Il fallait y ajouter les 100.000 hommes de l'armée du Vietnam, dont l'équipement et l'entraînement étaient dérisoires.

Placée devant ce dilemme, la France devait faire un choix entre la reconquête de l'Indochine, l'abandon complet ou un repli partiel.

L'interrogation qui se plaçait devant elle était d'autant plus dramatique que l'hypothèse d'une trêve en

Corée pouvait compliquer encore davantage le problème. En effet, le Général DE LATTRE DE TASSIGNY, qui commandait les forces armées françaises en Indochine et dont les hautes vertus militaires avaient soulevé tant d'espérance, pensait qu'il pourrait liquider la situation en 15 ou 18 mois, à condition que la Chine n'intervint pas sur le théâtre des opérations où les Français se battaient seuls depuis 1945. De plus, les États-Unis, à la fin de 1954, refusaient toujours de prendre le moindre engagement en cas d'invasion chinoise. Plusieurs orateurs envisageaient le repli. Il invoquaient l'opinion des experts militaires les plus illustres de la France. Les uns, comme M. DALADIER, invoquaient l'opinion du Maréchal LYAUTEY, qui croyait jadis que l'on pouvait sans danger abandonner le Laos et le Cambodge sans protection, alors que le ministre de la France d'Outre-Mer, M. LETOURNEAU, invoquait l'opinion du Général GALLIÉNI, qui était opposé à celle du constructeur du Maroc. De toute façon, l'idée qu'il fallait négocier une trêve paraissait être envisagée par l'unanimité du parlement français.

Le coût accablant de cette interminable guerre du Vietnam explique, en grande partie, le comportement de la France à l'égard du problème de l'armée européenne. On comprend que la France insiste pour que 12 divisions allemandes y soient incorporées. Il suffit de rapprocher ce chiffre des effectifs engagés en Indochine pour saisir la signification de la revendication française.

La perspective était d'autant plus inquiétante que la Chine communiste fournissait déjà des équipements abondants au mouvement nationaliste du Vietnam, et qu'elle procédait à l'entraînement des troupes communistes indochinoises au-delà de la frontière du Kwang-Si. D'autre part, si, après d'interminables négociations, l'armistice était signé en Corée, cela ne signifierait pas que

les troupes des Nations Unies pourraient être détachées de ce théâtre des opérations pour se porter au secours des Français en Indochine ou des Anglais en Malaisie, puisqu'il ne s'agissait que d'aboutir à un cessez-le-feu et pas du tout à un traité de paix. Celui-ci ne pourrait se concevoir que comme un épisode d'un règlement général des problèmes qui se posent en Asie. C'est-à-dire la fin de la guerre de Corée, le statut de Formose, la reconnaissance du gouvernement communiste chinois et son admission aux Nations Unies, ainsi que la promesse de sa part de ne pas intervenir, ni en Indochine, ni en Malaisie.

La durée insolite des négociations d'armistice à Kaisong avait permis à la Chine communiste de mettre un terme à l'hémorragie d'effectifs, qui avait été la conséquence des revers militaires que les troupes des Nations Unies lui avaient infligés. De plus, l'échange des prisonniers allait lui restituer assez d'hommes pour reconstituer une vingtaine de divisions. De sorte que, à la fin de 1951, alors que l'armistice était loin de pouvoir être envisagé comme une éventualité proche, la Chine communiste reconstituait plus rapidement ses effectifs qu'elle ne les perdait.

Une négociation aboutissant à une solution satisfaisante pour la France ne pouvait être envisagée qu'à la condition de remettre la Chine communiste dans le circuit des Nations Unies, tout en exigeant en compensation la reconnaissance du Vietnam que 32 pays avaient déjà accordée.

On comprend dès lors que la France souhaitait qu'elle ne soit plus seule à supporter le poids des opérations qu'elle poursuivait depuis 6 ans contre l'insurrection nationale à laquelle elle devait faire face à 12.000 km de ses frontières. L'objectif poursuivi par l'Assemblée nationale française était la transformation du théâtre d'opérations d'Indochine en théâtre d'opé-

rations interalliées, c'est-à-dire la création d'une nouvelle Corée.

Or, cette solution paraissait, à ce moment, d'autant moins réalisable que les États-Unis n'avaient pas reconnu MAO TSÉ TUNG, que l'Angleterre l'avait fait et que la France était disposée à le faire, sous conditions.

Il n'était évidemment pas question d'abandonner la Corée elle-même, car une telle décision aurait détruit dans tout l'univers le prestige des puissances occidentales qui, en outre, n'auraient plus eu aucune confiance les unes dans les autres.

L'éventualité de l'intervention militaire de la Chine communiste en Indochine, en Birmanie et en Malaisie, a pesé comme une lourde hypothèque, au début de 1952, sur les décisions stratégiques des Occidentaux. On se souvient que le Général DE LATTRE DE TASSIGNY avait émis l'hypothèse qu'il pourrait liquider la situation en Indochine en 18 mois. Mais il faisait les plus expresses réserves sur le succès de ces opérations si MAO-TSÉ-TSUNG se décidait à franchir le Rubicon. A cette époque, en effet, il était difficile de discerner le plan général d'action des communistes chinois. Il est bien vrai que l'Inde, l'Indonésie et Malacca étaient englobés dans la propagande révolutionnaire de Pékin. Les divisions chinoises s'étaient installées aux frontières du Thibet et de l'Inde.

Pékin faisait grand état de la formation du front national unique du Vietnam, du Laos et du Cambodge en 1951. On ne pouvait douter non plus que dans le Laos, le parti lao-dong était tombé sous l'influence communiste. Il est difficile de dire dans quelle mesure toutes ces formations pouvaient compter les unes sur les autres et dans quelle mesure leur solidarité dans l'action était assurée.

Ce qui est certain, c'est que HO-CHI-MINH s'était rendu le 5 octobre 1951, en compagnie de ses conseil-

lers militaires, à une conférence commune avec les chefs militaires chinois. Il est probable que l'éventualité d'une offensive chinoise en Indochine y avait été envisagée. La revue *Freedom Front* de Hong-Kong, du 30 novembre 1951, soulignait l'activité de l'arsenal de Ping Hsiang dans le Sud-Ouest du Kouang-Si, qui pourrait produire rapidement des bazoukas, des mortiers, des mitrailleuses et des bombes, à partir du printemps de 1952. Le même périodique signalait la présence de 97 techniciens russes et tchèques. A la même époque, la presse occidentale signalait que les côtes chinoises étaient le théâtre d'une active contrebande d'armements d'origine tchécoslovaque. Au cours du dernier trimestre 1951, toujours d'après *Freedom*, 12.000 communistes chinois seraient entrés en Indochine, et 60.000 hommes de troupes attendaient le moment d'intervenir dans le Kouang-Si.

Si ces chiffres sont exacts, à cette époque déjà, l'intervention militaire de la Chine communiste avait reçu un commencement d'exécution.

Mais d'autre part, la griserie des succès ne pouvait pas avoir obscurci complètement le jugement des dirigeants de Pékin. Ils étaient mieux placés que quiconque pour savoir que leur équipement industriel se trouvait toujours à un niveau très modeste. Ceci ne pouvait pas leur permettre d'échafauder des projets trop ambitieux. D'autant plus que, pour obtenir de la Russie des Soviets les équipements militaires dont ils avaient besoin, ils devaient livrer des denrées alimentaires, alors qu'ils étaient loin, dans ce domaine, de disposer d'excédents. Dans la Chine du Sud, à cette époque, la situation économique était alarmante. Elle se caractérisait par une détérioration rapide du cours de la monnaie chinoise vis-à-vis du dollar américain.

Il ne faut pas se dissimuler davantage que la République populaire chinoise exerçait une véritable fasci-

nation sur les classes moyennes du Vietnam, dont on aurait pu croire qu'elles étaient ralliées à la France. Et au même moment, le Pandi NEHRU refusait de reconnaître le Vietnam, associé de la France parce qu'il considérait que l'empereur BAO DAI n'était qu'un pantin aux mains de la France.

L'octroi, avant ou pendant la guerre, d'un plus grand degré d'indépendance aux Philippines, à l'Irak, à la Syrie et au Liban, a eu pour conséquence d'exciter les convoitises de ceux qui n'avaient pas encore été touchés par cette clairvoyante générosité. Et il en est de même de la libération de l'Éthiopie par les armées alliées et de la restauration du Négus.

Dans un mémoire présenté aux séances des 19 février, 19 mars et 16 avril 1945 à la Section des Sciences morales et politiques de l'Institut Royal Colonial Belge (1), l'influence de ce facteur était identifiée de la manière suivante :

« Le facteur qui a contribué le plus à rechercher un statut nouveau »
 » pour les colonies, c'est la guerre elle-même. Les populations indigènes,
 » bon gré mal gré, y ont participé ; elles y ont participé non seulement
 » comme combattants, mais civils. La guerre s'est déroulée à
 » l'échelle des cinq continents. Des endroits perdus, dont l'importance
 » stratégique n'était pas soupçonnée, sont devenus des champs de bataille
 » fameux. Ces conflits armés utilisant des moyens de destruction inima-
 » ginables, même pour des populations blanches, ont soumis les indigènes
 » à des chocs psychologiques violents. Peut-être leur respect pour les
 » races dites supérieures ne s'en est-il pas accru. Le fait qu'on a eu besoin
 » de leur collaboration a fait naître chez eux la conscience de leur valeur.
 » Et peut-être, à leur insu, l'idée de se faire récompenser a surgi dans
 » leur esprit. Pour eux, il n'y a qu'une récompense concevable : c'est
 » l'indépendance et la liberté. C'est pourquoi le nationalisme des peuples
 » de couleur est devenu plus virulent. Il est plus combatif chez ceux
 » qui s'approchent d'une maturité qui peut justifier leurs revendications.

« Les populations indigènes ont été embauchées pour exécuter pour »
 » les grandes armées modernes dans leur territoire de grands travaux
 » du génie militaire. Elles ont construit des ports, des aérodromes, des

(1) A. WAUTERS, La nouvelle politique coloniale (*Mémoire I. R. C. B.*, Bruxelles 1945, p. 5 et 6).

» routes, des chemins de fer. Elles ont ainsi été placées dans le circuit
» du marché du travail métropolitain. Elles ont été arrachées au troc
» et à l'économie fermée pour être projetées dans l'économie basée sur
» la monnaie. Leur standard de vie s'est momentanément amélioré.
» Leur liberté économique s'étant accrue, elles ont exigé son corollaire :
» la liberté politique. C'est là un phénomène historique qui n'a guère été
» démenti par les faits au cours de l'évolution de l'humanité. »

Le présent mémoire n'a pas l'intention de décrire tous les mouvements autonomistes auxquels le communisme fut mêlé. Il se borne à dégager leurs traits communs et surtout ceux qui lui furent donnés par l'intervention communiste, au cours de leur développement.

Le mémoire décrit surtout les événements qui se sont déroulés en Asie. C'est le continent qui présente la frontière commune la plus développée avec la Russie. C'est celui aussi où la Russie, même communiste, a puisé certaines de ses traditions historiques. C'est en Asie que les méthodes communistes furent appliquées avec le plus d'efficacité, malgré — et peut-être à cause de — la terrifiante défaite que le mouvement communiste a subi en Chine en 1927. C'est toujours en Asie que l'on observe un saisissant synchronisme entre des mouvements autonomistes, évoluant sur des bases nationales différentes, mais révélant une marche parallèle dont l'évidence ne peut échapper aux observateurs même les plus grossiers.

C'est en Chine, qu'en moins d'un trimestre, le communisme a conquis les territoires les plus vastes et les populations les plus nombreuses.

L'itinéraire stratégique poursuivi par ces révolutions asiatiques est orienté vers un objectif qui apparaît aux moins avertis. Ces méthodes de pénétration, on les retrouve partout, avec quelques variantes auxquelles l'opportunisme le plus ingénieux donne faussement l'allure de techniques permanentes. C'est pourquoi

nous ne parlons qu'accessoirement des mouvements autonomistes qui se déroulent dans le reste du monde. Mais en tenant compte de ces variantes qui sont dictées par des conditions propres à chaque région, nous avons la conviction absolue que l'esprit qui les inspire et les mobiles généraux sont partout les mêmes. L'étonnante variété des méthodes tactiques ne doit pas nous aveugler sur la concordance, l'unité de pensée, qui sont les caractéristiques de cette gigantesque révolution.

L'importance du potentiel révolutionnaire de la Chine fut signalée bien avant la révolution communiste en Russie par les maîtres du marxisme. En 1897, ENGELS écrivait : « La conquête de la Chine par le capitalisme ébranlera le capitalisme en Europe et en Amérique. »

Bien avant lui, MARX disait :

« Les prochains soulèvements des peuples de l'Europe dépendront » sans doute beaucoup plus de ce qui se passera dans le Céleste Empire » que de toute autre chose.

« On peut dire hardiment que la révolution chinoise jettera une étincelle dans la mine du système industriel moderne, provoquera l'explosion de la crise générale, qui se prépare et qui sera suivie de la révolution politique sur le continent. »

Déjà, dans la Lutte des Classes en France, MARX faisait observer que les explosions violentes se produisent le plus souvent aux extrémités de l'organisme bourgeois, et non en son cœur, où le fonctionnement de la société est plus facile à régler qu'ailleurs ⁽¹⁾.

MARX fut toujours assez avare de prophéties. Mais on ne peut que constater combien il fut clairvoyant dans le cas qui nous occupe.

(1) K. MARX, La lutte des classes en France, page 101.

II. La doctrine.

Au cours de ses tentatives de pénétration dans les territoires coloniaux, ou en voie de décolonisation, le communisme a fait preuve d'une grande imagination dans le choix des moyens. Telle méthode, qui est condamnée avec éclat par lui, dans une partie du globe, est appliquée avec persévérance dans une autre. Cette variété des techniques amène l'observateur extérieur à une regrettable confusion entre la tactique et la stratégie. En réalité, tous ces mouvements s'inspirent d'une doctrine commune.

Mais ce vocable est dès maintenant considérablement dépassé. Le marxisme a beaucoup emprunté à ses prédécesseurs et notamment aux théoriciens de l'école classique. Et il n'a fait aucun mystère de ses déprédations idéologiques. De plus, les successeurs de MARX (LÉNINE et STALINE en particulier) ont largement contribué à concilier la théorie originale avec les faits. Ils se défendent, avec raison d'ailleurs, de trahir ainsi leur maître qui, lorsqu'il élaborait ses thèses générales, invita ses disciples à les adapter sans cesse aux faits nouveaux pouvant surgir dans le cours de l'évolution ou de la révolution. On ne dit plus le marxisme tout court. On dit déjà le « marxisme-léninisme-stalinisme ». Et le nombre des traits d'union n'est sûrement pas limité. Que MARX doive beaucoup aux économistes de l'école classique, c'est tellement incontestable qu'on a pu dire que le *Capital* de KARL MARX était le dernier grand traité de l'économie classique.

Il faut remonter à l'époque où l'école classique se livrait à une âpre critique des principes du mercanti-

lisme pour retrouver une des sources les plus authentiques de la pensée marxiste ⁽¹⁾.

C'est en se servant des travaux des classiques que MARX a élaboré sa loi du développement historique du capitalisme, dont s'inspire toute l'action du communisme dans sa lutte pour l'émancipation des peuples assujettis.

Cette loi implique l'accumulation du capital dont le volume s'accroît plus rapidement qu'il ne le fait dans d'autres systèmes économiques. Elle affirme aussi que le mode de production capitaliste est animé d'un mouvement d'expansion qui l'étend à toutes les régions du globe et dans chaque région du globe à tous les secteurs économiques. Cette expansion a pour corrolaire la prolétarianisation du travail, c'est-à-dire la transformation en salariés de producteurs indépendants comme les artisans, les fermiers, et même les professions libérales. Un autre corrolaire est l'augmentation proportionnelle du capital fixe (investissement, équipement, matières premières) vis-à-vis du capital variable (main-d'œuvre). Tout cela s'accompagne de la concentration du capital qui est contrôlé par une minorité sociale de plus en plus restreinte et aboutit même à un super-contrôle, celui du capital financier sur toutes les autres formes du capital.

Cette loi, formulée par K. MARX, n'a pas été vérifiée dans tous ses détails. Mais il semble qu'on ne puisse nier deux de ses plus importantes conséquences : la baisse tendancielle du taux du profit et la nécessité impérative pour le capitalisme de trouver des débouchés afin d'investir la plus-value accumulée pour laquelle il ne trouve plus de placement dans les territoires métropolitains. Elles vont permettre aux marxistes

⁽¹⁾ ARTHUR WAUTERS, Les sources doctrinales du marxisme (*Université Ouvrière de Bruxelles*, janvier 1949).

d'expliquer l'impérialisme, le colonialisme et même la guerre.

Car, toute cette loi est édiflée sur la théorie marxiste de la valeur-travail, que MARX avait d'ailleurs empruntée à RICARDO.

Ce dernier considérait que le travail était la seule source de la valeur, et que sa quantité relative mesurait la valeur relative des marchandises.

SISMONDI avait précisé davantage cette notion, en disant que l'entrepreneur s'efforce de ne laisser à l'ouvrier que juste ce qui lui faut pour se maintenir en vie, et qu'il se réserve lui-même tout ce que l'ouvrier a produit par delà ce minimum vital. SISMONDI appelait ce prélèvement sur la force-travail, la « mieux-value ». MARX l'appelle la « plus-value ».

Cette plus-value, l'entrepreneur capitaliste peut l'utiliser pour la satisfaction de ses besoins, pour faire face à ses amortissements et à de nouveaux investissements. Mais elle est animée d'une progression cumulative telle qu'elle doit trouver un emploi pour son surplus. Car la monnaie et les marchandises ne deviennent du capital qu'à condition d'être fécondées par le travail. Et c'est pourquoi lorsque le marché métropolitain des investissements est saturé, l'entrepreneur doit chercher au-delà des frontières de son propre pays un exutoire pour la plus-value non employée ; de là pénétration dans les territoires réputés sans maître, les terres vierges, les régions non exploitées du globe.

Les économistes classiques comme ADAM SMITH et RICARDO, qui en ont donné d'ailleurs des explications différentes, ne doutaient pas un instant que cette émigration des capitaux au-delà des frontières nationales pouvait bloquer la baisse tendancielle du taux du profit. Mais ils étaient déjà assez clairvoyants pour prévoir, à deux siècles de distance, que cette expérience réussie

ne donnerait au capitalisme qu'un regain de vigueur éphémère et précaire.

C'est SISMONDI qui écrit : « Par la concentration des fortunes entre un petit nombre de propriétaires, le marché intérieur se resserre toujours plus et l'industrie est toujours plus réduite à chercher ses débouchés dans les marchés étrangers ou de plus considérables révolutions les menacent. »

Ainsi, d'après les marxistes, le capitalisme crée sa propre antithèse car il est engagé dans une voie sans issue.

Les théoriciens de l'école classique combattaient le mercantilisme, à cause de ses tendances monopolistes et protectionnistes. Ils y opposaient le libre-échange. Ils ne contestaient pas que le mercantilisme pouvait amener la prospérité passagère ; mais elle ne profiterait qu'à une petite minorité sociale. Le reste de la nation serait menacée dans son bien-être. Les populations d'outre-mer en subiraient les conséquences fâcheuses.

Un écrivain américain antimarxiste, M. M. BOBER ⁽¹⁾, a fort bien expliqué pourquoi MARX était partisan du libre-échange. Il en escomptait le potentiel révolutionnaire. Cette expansion allait briser les vieilles nationalités et pousser à l'extrême l'antagonisme entre le prolétariat et la bourgeoisie. En un mot, disait MARX, le système de la liberté commerciale hâterait la révolution sociale. Il étendrait et amplifierait les maladies du capitalisme et transférerait ses contradictions dans une sphère élargie.

Le même auteur a expliqué comment l'expansionnisme capitaliste pouvait empêcher la baisse tendancielle du taux du profit.

Les capitalistes, en s'emparant de territoires arriérés,

(1) M. M. BOBER, Karl Marx, Interpretation of History (Harvard University Press, Cambridge Mass., Éd. 1948).

pourraient se procurer des matières premières à meilleur compte, puisque la souveraineté qu'ils y exerceraient leur permettrait de fixer les prix arbitrairement. De même, ils en importeraient des aliments à meilleur marché ce qui leur permettrait de payer des salaires réduits. Ceci se traduirait par un accroissement de la plus-value. Le taux du profit est plus élevé dans les pays arriérés à cause du niveau de vie médiocre de la main-d'œuvre et aussi parce qu'elle est plus docile.

D'autre part, ce système permet l'investissement de la plus-value accumulée dans les pays métropolitains. Il évite ainsi la surproduction dans ces mêmes pays. Ainsi, le taux du profit peut être maintenu à un niveau artificiellement élevé, à la fois dans les métropoles et dans les colonies.

Bien que l'auteur ne le dise pas lui-même, au cours de sa démonstration, il y a lieu d'observer que le volume de la plus-value peut augmenter d'une façon absolue, alors que le taux du profit peut fléchir d'une façon relative.

Des historiens américains, CHARLES et MARY BEARD⁽¹⁾, ont consacré toute une partie de leur important ouvrage aux manifestations d'expansionnisme qui apparaurent aux États-Unis vers 1880. Les partisans d'une politique active en dehors du continent américain réclamaient des flottes plus importantes, des armées plus nombreuses. Ils demandaient que l'on s'empare de territoires en Asie, en Afrique et dans les Océans. Ils le demandaient parce que, déjà à cette époque, l'Amérique produisait plus de marchandises agricoles et industrielles qu'elle ne pouvait en consommer. Elle devait chercher de nouveaux marchés dans les colonies, afin d'échapper à la paralysie provoquée par ces excédents. Ils pensaient que cette politique aurait détourné les masses des

(1) CHARLES et MARY BEARD, *Basic History of the United States* (Doubleday et Cy, New York, 1946).

revendications sociales et qu'elle aurait procuré du travail.

Il ne leur échappait pas que ce programme, s'il était réalisé, pourrait mener à la guerre ⁽¹⁾. Mais cette éventualité ne semblait pas les intimider, car ils pensaient que le peuple américain s'assoupissait dans la nonchalance et qu'il avait besoin de dépenser ses énergies sur les champs de bataille.

LÉNINE a donné du marxisme une version nouvelle. Son interprétation est d'autant plus autorisée qu'elle s'est inspirée de la plus grande révolution sociale que l'histoire ait connue et dont il fut le chef. MARX eût été le dernier à s'offusquer des corrections et des additions apportées par son disciple. Car pour lui, les doctrines étaient soumises à la loi du changement comme tout le reste. Et il a toujours encouragé ceux qui suivirent son enseignement à l'adapter sans cesse aux événements. Les successeurs de LÉNINE n'ont pas manqué de leur côté de reviser les données théoriques sur lesquelles ils basent leur action.

LÉNINE a approfondi le phénomène de l'impérialisme, celui de l'investissement de la plus-value, ainsi que ceux de la guerre, de la crise économique et des mouvements autonomistes dans les colonies, conséquences des deux premiers.

MARX n'avait pas saisi la relation de cause à effet qui existait entre l'impérialisme et la guerre. Le fait colonial n'avait pas été exploré par lui avec autant de pénétration que par son illustre disciple. C'est en se servant des travaux du social-démocrate allemand HILFERDING et de ceux de l'économiste libéral anglais J. A. HOBSON que LÉNINE a écrit son important ouvrage *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* ⁽²⁾.

⁽¹⁾ Guerre Hispano-Américaine de 1898.

⁽²⁾ V. I. LÉNINE, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* (Éd. Tribord, Paris, rue Campagne Première, 31 bis).

Pour LÉNINE, le stade ultime du capitalisme se caractérise par la domination du capital financier, qui se substitue à la domination du capital en général. L'impérialisme est la phase du capitalisme monopoleur. Il se traduit par l'intégration de la finance et de l'industrie et par la subordination de cette dernière à la première. Citant HILFERDING, il souligne qu'une portion toujours croissante du capital industriel n'appartient plus aux industriels qui l'utilisent. Ces derniers n'en obtiennent la disposition que par la banque, qui représente à leur égard le possesseur du capital. Le capital financier, concentré en quelques mains et exerçant un monopole de fait, prélève des bénéfices énormes et toujours croissants sur les constitutions de sociétés, les émissions de valeur, les emprunts d'État, affermissant la souveraineté des oligarchies financières et imposant à la société entière un tribut au profit des monopoles.

Ce qui caractérisait l'ancien capitalisme, dominé par le régime de la libre concurrence, c'était l'exportation des marchandises. Ce qui caractérise le capitalisme actuel, où règnent les monopoles, c'est l'exportation du capital. La concurrence est éliminée au profit d'une économie monopoliste.

L'État lui-même, que le capitalisme dirige directement ou indirectement dans les couloirs, s'associe à cette pénétration des monopoles dans la vie économique des colonies et à l'exportation des capitaux.

Déjà dans le *Capital* MARX avait souligné que par les emprunts publics, l'État convertissait de l'argent stérile en capital. En le prêtant à d'autres États, il les oblige à accepter des conditions restrictives dans l'usage de ces capitaux. Il les contraint, par exemple, à utiliser cet argent à l'achat d'équipement, provenant exclusivement du pays prêteur. Il impose à l'emprunteur des tarifs préférentiels, avantageux pour ses ressortis-

sants. Il envoie des troupes sur place, pour surveiller les placements. Et la présence de ces forces militaires est une menace constante pour la paix.

Les gouvernements prêtent leur force physique à cette expansion du capitalisme. Ils jouent un rôle prépondérant dans ces investissements.

Les investissements de biens de production dans les colonies créent l'infrastructure économique sur laquelle les mouvements autonomistes vont se développer. Ce processus de décolonisation a d'ailleurs débuté de bonne heure (1765 : guerre d'Indépendance des États-Unis).

Les monopoles capitalistes métropolitains se servent de leur prédominance politique dans les territoires ultra-maritimes, en imposant aux colonies des conditions de production et d'échange qui lèsent les intérêts de la bourgeoisie indigène naissante ; d'où apparition de mouvements nationalistes tendant à secouer la domination étrangère.

Le capitalisme métropolitain dans ses investissements, s'efforce de développer au-delà des mers, des entreprises qui lui sont complémentaires et non concurrentes. Mais il arrive un moment où ses efforts dans ce sens sont vains. C'est pourquoi, il retarde l'autonomie politique autant qu'il le peut, au besoin par la force des armes. Car dès qu'elle est acquise, malgré des obstacles financiers, économiques et sociaux paraissant insurmontables, l'indépendance politique permet l'expropriation des entreprises étrangères et le développement de celles qui entrent en compétition avec les forces économiques venues du dehors. Le capitalisme indigène naissant non seulement s'empare des capitaux métropolitains placés chez lui, mais utilise les tarifs préférentiels contre la métropole.

Les investissements de capitaux industriels impliquent nécessairement l'apparition d'une classe de salariés.

Car sans elle, ces biens de production resteraient inertes et improductifs. C'est cette classe qui, d'après la stratégie communiste, sera l'aile marchante de la révolution et exercera la dictature du prolétariat, en se servant de la paysannerie comme armée de réserve.

A ce moment, le regroupement des forces rivales en présence s'opère suivant la ligne générale indiquée ci-après : le capitalisme métropolitain recherche l'alliance des classes féodales du pays colonisé menacées par les parvenus de la bourgeoisie industrielle indigène qui, de son côté s'appuie provisoirement sur le prolétariat indigène. Les deux groupes sociaux privilégiés décadents tentent de s'unir contre les deux groupes sociaux ascendants.

Il arrive même que les capitalistes indigènes se servent des mouvements nationalistes pour vaincre leurs compétiteurs venus des métropoles, quitte à se retourner ultérieurement contre les autonomistes, pour les écraser à leur profit et pour faire triompher leur hégémonie.

Les successeurs de MARX voient dans ce phénomène le déplacement du centre de gravité révolutionnaire vers les pays éloignés.

Pour eux, l'impérialisme est incapable d'unifier le monde. Les monopoles ne peuvent renoncer à l'idée d'expulser les autres monopoles du marché. Ils sont impuissants à s'unir, à se grouper, pour coordonner leur action et assurer pacifiquement la mise en valeur des richesses du globe. Comme il n'y a plus de territoire sans maître, ces rivalités doivent nécessairement aboutir à des conflits sanglants. C'est par les armes que les monopoles s'efforceront de chasser leurs concurrents des positions acquises. Et comme ils exercent dans les métropoles le vrai pouvoir politique, le plus souvent de façon occulte, ils s'assurent la collaboration de l'État dans leurs entreprises belliqueuses.

Les marxistes en ont conclu que le fascisme est la traduction organique, sur le plan politique, de l'économie monopoliste. A une économie de monopole doit correspondre le monopole du pouvoir.

La société capitaliste se transforme sous l'impulsion des forces contradictoires qui surgissent en son sein et sont en conflit permanent. Cette lutte fait naître de nouveaux éléments. Elle établit les relations sociales nouvelles. Elle modifie la structure organique de la société, ainsi que les rapports internationaux et politiques. Elle opère une répartition inédite des facteurs sociaux. Les rapports des classes dans la métropole et dans la colonie en sont modifiés. La classe ouvrière y conquiert une influence grandissante. Mais il n'a pas échappé aux léninistes que les conditions de vie des travailleurs diffèrent beaucoup de pays à pays. La situation privilégiée des salariés métropolitains est sans cesse menacée par la médiocrité de celles des colonies. D'où la solidarité des travailleurs par delà les frontières. Mais elle est loin d'être toujours effective.

Dans les pays colonisateurs, la classe ouvrière s'empare d'une partie du butin qui est le résultat du pillage accompli par le capitalisme occidental. Ce pillage et ces rapines ont été réalisés au détriment du prolétariat indigène. La classe ouvrière métropolitaine s'embourgeoise. Elle succombe aux tentations de l'opportunisme. Elle trahit ainsi la cause de la révolution internationale. C'est dans ces milieux que se recrute la clientèle des sociaux démocrates.

Dans son livre sur l'impérialisme, LÉNINE a consacré une place considérable à des imprécations injurieuses contre les socialistes. Ces polémiques passionnées ont nui à la force démonstrative de son ouvrage et à son caractère scientifique. Pour lui, le socialisme est l'ennemi public n° 1. Cette prise de position n'est pas commandée seulement par des préoccupations tactiques dont l'ex-

périence a prouvé la pertinence un grand nombre de fois. Là où le socialisme démocratique est puissant, le communisme est pratiquement inexistant. La position doctrinale de LÉNINE démontre que le front commun entre les socialistes et les communistes est une chimère. Le conflit est irréductible.

Lorsque l'impérialisme aboutit à la guerre, celle-ci se termine généralement par des transferts de territoires qui affectent le plus souvent les colonies (Traité de Versailles). Cette redistribution est sans cesse remise en question.

Les armées de réserves de main-d'œuvre que le capitalisme exploitait en Occident, ont une tendance à disparaître. Et même lorsqu'elles reparaisent, à l'occasion de crises économiques, le syndicalisme métropolitain a fait assez de progrès pour limiter les perspectives de pareille exploitation qui aurait pu mettre un terme à la baisse du taux du profit. Dès lors, le capitalisme se trouve placé devant deux exigences impérieuses : la première est de se procurer de la main-d'œuvre à bon marché et une main-d'œuvre plus docile que dans d'autres régions du globe.

La seconde est de modifier la condition organique du capital, où le capital fixe (équipement, investissement, biens de production) l'emporte sur le capital variable (main-d'œuvre).

L'accroissement des biens de production se fait au détriment des biens de consommation. Dès lors, la part des salaires dans le revenu national fléchit de façon relative, et ceci crée une situation révolutionnaire.

C'est en se basant sur l'impérieuse nécessité qui s'impose au capitalisme d'exporter la plus-value accumulée, que les successeurs de MARX ont élaboré leur théorie des crises économiques. Elle repousse catégoriquement les explications acceptées jusqu'ici.

Pour eux, les crises économiques ne sont plus expli-

cables par la dislocation provoquée par l'économie de guerre, le dirigisme gouvernemental qui en est la conséquence, les troubles monétaires et les restrictions imposées au commerce international. Pour eux, ce sont là des causes contingentes ; la cause profonde, lointaine et permanente, c'est la lutte internationale des monopoles.

Les remèdes capitalistes pour conjurer la crise, tels que les cartels, les restrictions, l'économie malthusienne, les obstacles artificiels aux échanges, ont abouti à un monstrueux chômage. La sous-consommation qui en résulte donne une impulsion nouvelle à la crise qui s'aggrave dans un sens de plus en plus catastrophique. Le syndicalisme est un obstacle à l'exploitation des chômeurs. Une situation révolutionnaire est ainsi créée dans les métropoles. Elle apparaîtra bientôt aussi dans les colonies.

Les marxistes considèrent que l'arrêt des investissements est responsable de la crise de 1929.

De ces constatations, LÉNINE a tiré trois conclusions, qui sont en opposition avec les déductions de MARX.

Celui-ci considérait que les paysans constituaient une classe arriérée représentant les vestiges les plus tenaces de la propriété privée. LÉNINE s'est rendu compte que la révolution ne pouvait triompher sans leur appui. Il en fit la démonstration en Russie. Et on l'a faite depuis en Chine.

La deuxième conclusion, c'est qu'il n'est pas indispensable pour les pays arriérés qui n'ont pas connu les modes capitalistes de production et d'échange de les adopter avant de réaliser leur propre révolution communiste.

« Pouvons-nous », disait LÉNINE, au deuxième congrès de l'Internationale communiste, « pouvons-nous reconnaître comme juste l'affirmation » que la phase capitaliste du développement économique est inévitable » pour tous les peuples arriérés qui se libèrent en ce moment et parmi

» lesquels on observe un mouvement progressiste ? Nous répondons par
 » la négative. Si le prolétariat révolutionnaire victorieux se livre à une
 » propagande systématique et si les gouvernements soviétiques leur
 » viennent en aide, alors il est de toute façon erroné de supposer que la
 » phase capitaliste du développement sera inévitable pour les peuples
 » arriérés. »

Il est un troisième point sur lequel LÉNINE s'est séparé de MARX.

Ce dernier croyait que l'irruption du capitalisme dans les régions arriérées du globe y aurait détruit des nationalités démodées. Le maître du marxisme était opposé par exemple au nationalisme slave, à l'intérieur de l'empire austro-hongrois. Il avait même envisagé avec faveur l'annexion du Mexique aux États-Unis. LÉNINE, au contraire, croyait que tous les mouvements insurrectionnels nationalistes contre l'impérialisme, même s'ils ne s'inspiraient pas d'un idéal socialo-prolétarien, devaient être encouragés.

Les successeurs de LÉNINE ont poussé encore plus loin cette notion nouvelle. Ils ont, de propos délibéré, soutenu toutes les réactions des peuples assujettis contre l'universalisme occidental, destructeur des cultures nationales, des coutumes ancestrales et des traditions locales. Ils ont combattu avec acharnement le cosmopolitisme bourgeois. Ils y ont opposé l'internationalisme prolétarien. Ceci leur permet de se servir de l'esprit national comme agent revendicatif pour les mouvements autonomistes.

La doctrine communiste n'a pas varié en ce qui concerne les mouvements nationalistes. Il suffit pour s'en convaincre de relire le discours prononcé par STALINE lors de l'inauguration de l'Université pour les peuples d'Orient. Nous en reproduisons un large extrait ⁽¹⁾ :

(1) J. STALINE, *Le marxisme et la question nationale et coloniale* (Éditions Sociales, Paris 1950, pages 203-4).

« Quelles sont les particularités caractéristiques de l'existence et du développement de ces pays, à la différence des républiques soviétiques d'Orient ?

« Premièrement, ces pays vivent et se développent sous le joug de l'impérialisme.

« Deuxièmement, la présence d'un double joug, du joug intérieur et de la bourgeoisie impérialiste étrangère, aggrave et approfondit la crise révolutionnaire dans ces pays.

« Troisièmement, dans certains de ces pays, par exemple dans l'Inde, le capitalisme grandit à un rythme accéléré, engendrant et cristallisant une classe plus ou moins nombreuse de prolétaires indigènes.

« Quatrièmement, avec la croissance du mouvement révolutionnaire, la bourgeoisie nationale de ces pays se scinde en deux parties, une partie révolutionnaire (petite bourgeoisie) et une partie conciliatrice (grande bourgeoisie), dont la première continue la lutte révolutionnaire, tandis que la seconde fait bloc avec l'impérialisme.

« Cinquièmement, à côté du bloc impérialiste on voit se former dans ces pays un autre bloc, celui des ouvriers et de la petite bourgeoisie révolutionnaire, bloc anti-impérialiste, qui s'assigne pour but l'affranchissement total du joug de l'impérialisme.

« Sixièmement, la question de l'hégémonie du prolétariat dans ces pays et de l'affranchissement des masses populaires de l'influence de la bourgeoisie nationale conciliatrice revêt un caractère d'actualité toujours plus brûlant.

« Septièmement, cette circonstance facilite considérablement l'alliance du mouvement de libération nationale de ces pays avec le mouvement prolétarien des pays avancés d'Occident.

« Il en découle pour le moins trois conclusions :

« 1. obtenir l'affranchissement des pays coloniaux et dépendants à l'égard de l'impérialisme est chose impossible sans une révolution victorieuse ; on ne peut obtenir l'indépendance sans avoir rien fait pour cela ;

« 2. pousser en avant la révolution et conquérir l'indépendance totale des colonies et pays dépendants, développés au point de vue capitaliste, est chose impossible sans l'isolement de la bourgeoisie nationale conciliatrice, sans l'affranchissement des masses révolutionnaires petites bourgeoises de l'influence de cette bourgeoisie, sans la réalisation de l'hégémonie du prolétariat, sans l'organisation des éléments avancés de la classe ouvrière en un parti communiste indépendant ;

« 3. remporter une victoire durable, dans les pays coloniaux et dépendants, est une chose impossible sans une alliance réelle entre le mouvement de libération de ces pays et le mouvement prolétarien des pays avancés d'Occident.

« La tâche fondamentale des communistes des pays coloniaux et dé-

» pendants consiste à s'inspirer de ces conclusions dans leur travail révolutionnaire. »

La conclusion de cet exposé doctrinal, c'est que pour les marxistes, les révolutions éclateront plus vite dans les pays non développés que dans les autres. Et ce parce que dans ceux-ci les ouvriers ont acquis un standard de vie plus tolérable.

Mais, il faut en conclure aussi que le capitalisme se trouve placé devant un dilemme insoluble. Pour les marxistes, il ne peut résoudre cette contradiction fondamentale. Elle l'oblige, en effet, à chercher hors des territoires métropolitains des marchés d'écoulement. En même temps, il doit y procéder, à une cadence accrue, à des investissements de capitaux. Ceux-ci feront surgir des concurrents indigènes qui se libéreront de lui, par une action révolutionnaire.

III. Le programme.

Ces enseignements théoriques ont inspiré les rédacteurs des programmes des partis communistes exerçant la haute main sur les mouvements autonomistes asiatiques. Nous les analysons brièvement ci-après.

Chine.

Pour la Chine ⁽¹⁾ où une révolution communiste s'est substituée à une révolution nationale, il paraît indiqué d'analyser non seulement *les* programmes communistes — car il y en a plusieurs — mais aussi celui du Kuomintang.

Le D^r SUN-YAT-SEN, le chef du Kuomintang, avait élaboré les bases théoriques de son action politique en essayant de réaliser un amalgame entre les concepts occidentaux et les exigences spécifiques de son pays.

Il avait assigné à la révolution chinoise trois étapes : la première d'unification militaire, la deuxième dite de tutelle politique et la troisième de constitutionnalisme. La première devait être celle de la dictature militaire ; la deuxième, l'ordre étant restauré, aurait été consacrée à éduquer le peuple pour qu'il puisse exercer utilement ses droits politiques. La dernière, qui se situait dans son esprit au moment où la révolution serait terminée, serait celle du gouvernement constitutionnel.

Son programme à long terme fut consigné dans son ouvrage intitulé : *Trois principes du peuple*. Ces trois

(1) U. S. Relations with China (*Department of State publications*, août 1949, Chapitre III, p. 38 et ss.).

principes étaient : celui du nationalisme, ayant pour objectifs la restauration de l'intégrité nationale et de l'unité culturelle. La deuxième, celui de la démocratie du peuple, impliquant pour le peuple l'exercice des quatre pouvoirs politiques (suffrage universel, appel initiative et referendum) aboutissant au contrôle du gouvernement. Ce dernier exercerait lui-même le pouvoir législatif, judiciaire et exécutif, plus celui d'enquête et de censure. Le troisième principe, celui du bien-être du peuple, s'inspirait d'une sorte de socialisme, impliquant l'égalité dans la propriété de la terre, la réglementation du capital et l'élimination de la lutte des classes.

Bien qu'il ait accepté l'aide tactique et les conseils de la troisième internationale, de l'URSS et du parti communiste chinois, il ne le fit qu'à la condition expresse que le régime communiste et le système des Soviets ne pouvaient à ce moment être introduits en Chine. En entrant dans le Kuomintang, les communistes devaient se soumettre à la discipline de ce dernier.

PREMIER PROGRAMME DU PARTI COMMUNISTE.

Le parti communiste chinois fut fondé au mois de mai 1921. Son programme était basé sur les théories de l'impérialisme et de la révolution dans les pays semi-coloniaux. Il était donc d'un marxisme tout à fait orthodoxe et son but ultime était la création d'une société communiste sans classe.

Selon la théorie léniniste, les révolutions démocratiques bourgeoises sont progressives jusqu'à un certain point et on peut même les considérer comme une préface à la révolution socialiste. Le premier objectif dans les pays coloniaux et semi-coloniaux est la libération de l'impérialisme et de la féodalité. Et pendant cette période, les léninistes considèrent que le capitalisme

lui-même peut être progressif. Mais à la longue, la bourgeoisie démocratique finira par s'allier à l'impérialisme et à la féodalité contre la classe ouvrière. C'est à ce moment que doit cesser la collaboration entre la bourgeoisie et la classe ouvrière.

Les communistes seront attentifs pendant la période de collaboration avec des éléments avancés non communistes comme les nationalistes, les réformateurs et les sociaux-démocrates, à ne jamais perdre l'initiative, ni la direction de la révolution. Le programme communiste reconnaît qu'il est difficile de maintenir d'une façon permanente une attitude qui n'aboutisse pas d'un côté à l'opportunisme de droite ou à l'extrémisme de gauche. Dans ce dernier cas, toute action prématurée transformerait la révolution démocratique bourgeoise et ferait perdre aux communistes leur influence sur la révolution nationale avant que la révolution socialiste puisse être poursuivie avec succès.

LE PROGRAMME DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE CHINOISE.

Le 21 septembre 1949, une conférence politique consultative du peuple chinois fut convoquée à Pékin. Elle adopta un programme en 60 articles.

Le 1^{er} octobre 1949, dans une proclamation qu'il lut devant 200.000 personnes, sur la place de la Porte de la Paix Céleste à Pékin, MAO TSE TUNG inaugura officiellement la République Populaire Chinoise.

Voici une analyse du programme communiste :

Le préambule déclare que le peuple chinois a remporté la victoire contre l'impérialisme, la féodalité et le capitalisme bureaucratique.

La conférence politique consultative du peuple chinois rassemble les représentants du parti communiste, ceux des partis démocratiques, de l'armée populaire de la

libération, des minorités nationales, des Chinois d'outre-mer. Le front unique démocratique du peuple chinois est constitué par la classe ouvrière, les paysans, la petite bourgeoisie, la bourgeoisie nationale et les éléments démocrates patriotes. Il est basé sur l'alliance entre les ouvriers et les paysans. Il est dirigé par la classe ouvrière.

Les principes généraux du programme sont :

- l'abolition de tous les privilèges des pays impérialistes en Chine ;
- la confiscation du capital bureaucratique au profit de l'État populaire ;
- la transformation systématique de la propriété foncière féodale ou semi-féodale en un système de propriété paysanne ;
- la protection des intérêts économiques et de la propriété privée des travailleurs, des paysans, de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie nationale ;
- l'orientation vers l'industrialisation ;
- la garantie de la liberté de pensée, de parole, de publication, de réunion, d'association, de correspondance ; celle de la personne, du domicile, la liberté de mouvement, la liberté religieuse et le droit de manifestation ;
- la libération de la femme des liens féodaux qui l'ont enchaînée jusqu'ici ; les femmes jouiront des droits politiques, économiques, culturels, sociaux et d'instruction au même titre que les hommes. La liberté du mariage sera proclamée ;
- toutes les nationalités en Chine auront les mêmes droits et les mêmes devoirs ;
- l'intention de supprimer toutes les activités contre-révolutionnaires et d'infliger les châtiments qu'ils méritent à tous les éléments réactionnaires ;
- l'union avec tous les pays qui favorisent la paix et la liberté, et avant tout, avec l'URSS, les démocraties.

populaires et les nations opprimées. La République s'opposera, avec eux, aux agressions impérialistes et assurera la défense de la paix.

LES ORGANES DE L'ÉTAT.

Un congrès du peuple de toute la Chine sera élu au suffrage universel. Il est l'organe suprême de la puissance étatique.

Le Gouvernement central populaire est l'organisme le plus élevé de l'État, lorsque le Congrès ne siège pas. La conférence politique consultative constitue la forme organique du front unique démocratique populaire.

Les gouvernements locaux seront élus au suffrage universel. Le centralisme démocratique sera appliqué à tous les échelons. La constitution de gouvernements locaux devra recevoir l'approbation du Gouvernement central auquel ils obéiront.

Tous les organes de l'État doivent promouvoir la probité, la simplicité et se mettre au service du peuple. La corruption, la prodigalité, l'esprit bureaucratique seront sévèrement punis, parce qu'ils éloignent les masses populaires des organes de direction.

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE.

L'État coordonnera et réglementera le secteur économique qui est la propriété de l'État et celui où prévaut l'initiative privée, survivance de l'économie capitaliste. Les matières premières, le marché de la main-d'œuvre, l'équipement technique, les finances publiques et le commerce seront également réglementés.

Là où la réforme agraire a déjà été réalisée, les droits des paysans à la propriété du sol seront protégés. Ailleurs, les paysans se grouperont pour réaliser le mot d'ordre « la terre aux paysans », en réduisant les rentes

et les intérêts, et en procédant à la distribution du sol.

L'économie d'État sera du type socialiste. Elle absorbera toutes les entreprises vitales. L'économie coopérative du type semi-socialiste constituera une part importante de l'économie nationale. Elle bénéficiera d'un traitement privilégié.

L'État encouragera toutes les entreprises privées qui contribuent à la prospérité nationale et assurera leur développement à long terme.

L'article 31 déclare que l'économie basée sur la coopération entre l'État et le capitalisme privé est du capitalisme d'État.

Les travailleurs participeront à la gestion des entreprises d'État. Un chapitre est consacré aux travaux publics.

L'industrialisation de la Chine sera planifiée, tant pour l'industrie lourde que pour l'industrie légère, l'industrie électrique chimique et l'industrie textile.

Des encouragements seront donnés aux coopératives populaires qui fonctionnent sur une base volontaire.

Après avoir déclaré que le commerce public et privé seront protégés, le programme déclare que l'État contrôlera le commerce extérieur. Il aura seul le droit de battre monnaie. La circulation des devises étrangères est interdite. Les banques d'État en auront la responsabilité.

Les entreprises financières privées, opérant dans le cadre de la loi, seront soumises au contrôle de l'État.

Les sciences naturelles seront développées et elles seront au service de l'industrie, de l'agriculture et de la défense nationale.

Le point de vue scientifique et historique prévaudra dans l'étude de l'interprétation de l'histoire, de l'économie, de la politique, de la culture et des affaires internationales. Le droit de publier des informations

exactes sera sauvegardé. Il sera interdit de se servir de la presse pour nuire aux intérêts de l'État ou du peuple, pour provoquer des guerres.

LES NATIONALITÉS.

Toute discrimination entre les différentes nationalités est interdite. Les minorités nationales jouiront de l'autonomie régionale et elles auront une représentation appropriée dans les organes de l'État. La pleine liberté de langue et de religion leur est garantie.

POLITIQUE ÉTRANGÈRE.

Le Gouvernement populaire central réexaminera tous les traités conclus entre le Kuomintang et les gouvernements étrangers. Il établira des relations diplomatiques avec ceux d'entre eux qui auront rompu avec TCHANG KAI TCHEK. Il rétablira les relations commerciales avec l'étranger, sur la base de l'égalité. Il donnera asile aux étrangers victimes des persécutions de leurs gouvernements.

LA POLITIQUE AGRAIRE.

Le 6 juin 1950, MAO TSÉ TUNG, président du Gouvernement central populaire, présenta au parti communiste un rapport, constituant un programme en 8 points. Les deux premiers nous intéressent parce qu'ils marquent une visible orientation vers la modération, particulièrement en ce qui concerne la socialisation.

MAO TSÉ TUNG déclara que la réforme agraire est terminée dans les territoires qui n'avaient pas cessé d'être sous l'obédience communiste. Leurs populations s'élevaient à 160 millions d'âmes. Dans les régions libérées récemment, 310 millions de Chinois n'avaient

pas encore bénéficié de la réforme. En 1949, huit millions d'hectares de terres cultivées, habitées par 40 millions d'êtres humains, avaient été complètement ou partiellement détruites par les inondations.

MAO TSÉ TUNG proposait que la réforme agraire fut poursuivie mais d'après des méthodes différentes de celles qui avaient été appliquées de 1946 à 1948.

Le chef du Gouvernement reconnaissait implicitement que les populations rurales n'avaient pas reçu des parcelles suffisantes. Mais il croyait que l'octroi de crédits pourraient compenser cette carence. Il suggérait une modification de la politique agraire, en abandonnant les réquisitions de terres appartenant aux paysans riches. Au contraire, il fallait préserver l'économie de ces classes agricoles privilégiées afin de rétablir la production dans les régions rurales.

Dans le second paragraphe, il précisait sa pensée en disant : « L'idée de certaines personnes qui croient » qu'il est possible d'éliminer rapidement le capitalisme » et d'introduire le socialisme est fausse. Elle ne correspond pas aux conditions actuelles de notre pays ».

On se trouvait là, sans doute possible, en présence d'une retraite économique très comparable à celle décidée par LÉNINE lorsqu'il proclama la NEP en Russie.

Le 30 juin 1950, une loi agraire fut promulguée.

Elle avait pour but la suppression de l'exploitation féodale par la classe des propriétaires fonciers. La confiscation de la totalité du sol, des équipements agricoles et du cheptel vif ainsi que des stocks en possession des grands propriétaires fonciers, des institutions religieuses et des institutions gouvernementales était décrétée. Le tout serait redistribué entre les paysans.

Mais la loi contenait des stipulations indiquant le caractère restrictif des réformes, les éloignant un peu plus de la doctrine socialiste.

Les paysans cultivant leurs propres terres, soit eux-mêmes, soit avec de la main-d'œuvre, étaient assurés de leur possession perpétuelle, quelle qu'en fût l'étendue.

Les paysans riches furent autorisés à louer une superficie égale à celle qu'ils travaillaient déjà. Ceux qui ne gagnaient pas leur vie en cultivant le sol, mais en le louant à autrui, furent autorisés à détenir une parcelle double de celle représentant la moyenne des entreprises de la région.

Birmanie.

Le 25 mai 1948, THAKIN NU, premier ministre de Birmanie, en sa qualité de président de la Ligue anti-fasciste pour la liberté du peuple, a exposé le programme du « parti uni de la gauche ». Ce parti est constitué par les membres du parti des volontaires du peuple, du parti socialiste et des communistes opposés à la guerre civile.

Le programme préconise : l'établissement immédiat de relations diplomatiques et économiques avec l'URSS et avec les nouvelles démocraties de l'Europe orientale ;

— la nationalisation des monopoles capitalistes et leur contrôle commun par l'État et les ouvriers ;

— le contrôle par l'État du commerce extérieur ;

— le refus de toute aide étrangère qui pourrait compromettre l'indépendance économique et militaire de l'État ;

— la réorganisation des forces armées sur le modèle des armées des démocraties populaires ;

— l'abolition de la grande propriété foncière et la distribution de la terre entre ceux qui la cultivent ;

— un plan d'industrialisation de la Birmanie ;

— l'abolition de toutes les lois et de toutes les mesures répressives, ou oppressives ;

— l'action combinée avec les travailleurs contre les empiétements des gros capitalistes sur les droits et les conditions d'existence des ouvriers ;

— la formation de groupes pour l'étude et la vulgarisation du marxisme, y compris l'étude des ouvrages de MARX, d'ENGELS, de LÉNINE, de STALINE, de MAO TSÉ TUNG, de DIMITROFF, etc.

Le 1^{er} mai 1948, dans un discours public prononcé à Rangoon, THANKIN NU avait souligné les caractéristiques de l'État de gauche, en tenant compte des conditions propres à la Birmanie.

Après avoir rappelé que la constitution affirme clairement que la Birmanie est un pays de gauche, il a précisé que les richesses du pays seraient exploitées par les efforts conjugués du peuple et qu'un système serait établi afin que le résultat de ces efforts aille au peuple lui-même.

Il a ajouté que l'action orientée dans ce sens ne devrait pas s'inspirer d'un esprit livresque mais se préoccuper des particularités de la Birmanie.

« Nous ne devons pas », dit-il, « pour stimuler nos efforts, lire des livres » qui nous apprennent comment on a procédé en Angleterre, en Russie » ou en Chine. Les méthodes qui furent efficaces dans d'autres pays, » pourraient bien ne pas l'être en Birmanie. Lorsque LÉNINE et STALINE » ont construit la Russie, ils ne se sont pas servis de tout ce qu'ils ont » trouvé dans K. MARX. Ils lui ont emprunté ce qui était applicable en » Russie. De même en Chine, les dirigeants de la gauche ont adopté ce qui » s'indiquait pour leur pays. C'est pourquoi, j'avertis nos gauchistes de » ne pas tenter des mouvements extrémistes après avoir lu des livres, » mais d'essayer de donner une conclusion pratique à tout ce qui est » possible dans les circonstances actuelles dans notre propre pays. »

M. ERNEST BEVIN, secrétaire au Foreign Office, soulignait le changement politique qui venait d'intervenir en Birmanie et l'abandon des principes du socialisme démocratique. Il manifestait des inquiétudes quant à l'expropriation des entreprises britanniques.

Le 17 juin 1948, U TIN TUT, ministre des Affaires

Étrangères de Birmanie, démentit que la Birmanie s'orientait vers le communisme. Dans cette déclaration faite à la presse à Rangoon, il précisait que le Gouvernement cherchait à étendre les relations politiques et économiques avec le monde extérieur. « La Birmanie », ajoutait-il, « ne désire s'aligner avec aucune puissance mondiale et désire garder des relations amicales avec tous les pays ».

U TIN TUT soulignait que le programme de THANKIN NU ne s'orientait pas vers le communisme ; mais il reconnaissait que les objectifs poursuivis par l'État socialiste n'étaient pas très différents de l'idéal marxiste de la société sans classe. La différence ne porte que sur la méthode. Le Gouvernement est décidé à construire l'État socialiste en usant des méthodes démocratiques y compris des élections libres et le règne de la loi. Toutes les transformations se feront par évolution et non par la révolution.

Les communistes en Birmanie sont libres de propager leur doctrine en observant la légalité. Le premier ministre les a invités à sortir de la clandestinité, à renoncer à la violence et à rechercher des mandats publics par la voie du vote populaire. Il ne leur sera pas permis de s'emparer du pouvoir par la force et le Gouvernement n'arrivera à aucun accord avec les communistes à moins que ceux-ci n'abandonnent leurs méthodes.

Vietnam.

Le 21 mars 1950, la radio du Vietnam annonçait la formation d'un nouveau parti, intitulé le front du Vietnam d'union nationale. Il était constitué par la fusion du Vietmin et du parti du travail. D'après la même radio, des délégués des villages, des usines, des écoles et de l'armée, ainsi que des prêtres catholiques et bouddhistes avaient assisté à la conférence qui créa

le nouveau parti. Des délégations fraternelles des fronts nationaux du Laos et du Cambodge étaient aussi présentes.

Le parti est décrit comme une formation révolutionnaire d'ouvriers, de paysans et d'intellectuels. Son action était basée sur la théorie du léninisme-marxiste.

Le programme avait pour but la conquête d'une complète indépendance nationale ; la coopération avec le Laos et le Cambodge, la défaite des colonialistes français et des interventionnistes américains ; la mobilisation totale de la main-d'œuvre, des ressources matérielles et financières ; la consolidation du pouvoir du peuple ; le renforcement des relations avec la Russie et la Chine ; l'appui aux mouvements de libération nationale des peuples opprimés, particulièrement en Malaisie ; la redistribution des terres ; le respect de la propriété personnelle.

Le programme prévoyait que la réforme agraire serait réalisée progressivement ; la première étape consisterait à réduire les fermages, à réglementer la location du sol et la distribution des terres appartenant à des impérialistes ou des traîtres. Les terres appartenant à des propriétaires absentéistes seraient contrôlées.

IV. L'action.

Par quels moyens les communistes s'efforcèrent-ils de réaliser leur programme ? C'est ce que nous allons maintenant examiner.

Le front commun.

La tactique du front commun fut préconisée bien avant l'apparition du parti bolchevique dans l'histoire et qu'il ne s'empare du pouvoir en Russie. KARL MARX l'avait déjà définie de la façon suivante : (1)

« L'attitude du parti ouvrier révolutionnaire envers la démocratie »
» petite bourgeoise, la voici : « (1) il marche avec la démocratie petite »
» bourgeoise contre la réaction, le renversement de celle-ci étant son »
» objectif ; « (2) il combat la démocratie petite bourgeoisie partout où elle »
» pourrait s'affermir elle-même.

« Le parti ouvrier peut très bien utiliser, sous certaines conditions, »
» d'autres partis et fractions de partis, mais il ne doit se subordonner »
» lui-même à aucun parti.

« Les ouvriers doivent, à côté des nouveaux gouvernements officiels, »
» établir leur propre Gouvernement ouvrier révolutionnaire, que ce soit »
» sous la forme de conseils communaux, de municipalités, de comités »
» ouvriers, de sorte que les gouvernements bourgeois démocratiques »
» perdant l'appui des ouvriers, se verront ainsi dès le début, placer sous »
» le contrôle d'autorités soutenues par toute la masse ouvrière. La dé- »
» fiance doit, en un mot, se diriger dès la minute même de la victoire, »
» non pas vers le parti réactionnaire vaincu, mais vers les alliés d'hier »
» du prolétariat, vers le parti qui voudrait recueillir seul les fruits de »
» la victoire commune...

« L'armement du prolétariat entier, au moyen de fusils, de canons, »
» de munitions, doit s'accomplir sans délai et il faut combattre le réta- »
» blissement de l'ancienne milice anti-ouvrière. »

(1) KARL MARX, Le procès de Cologne.

On peut accuser les communistes de perfidie et de fourberie, mais certainement pas de duplicité. Car ceux qui s'unissent à eux temporairement ont été abondamment prévenus. Ce que MARX a dit il y a un siècle, fut exactement appliqué, dans l'esprit et dans la lettre, en 1949, par le parti communiste chinois.

LÉNINE, dans les thèses qu'il fit approuver par le deuxième congrès de l'Internationale communiste a précisé encore davantage la tactique du front commun. Voici ce qu'il disait :

« Une lutte énergique s'impose contre le camouflage des mouvements » révolutionnaires d'émancipation des pays arriérés, mouvements non » communistes que l'on pourrait camoufler en mouvements commu- » nistes.

« L'Internationale communiste doit soutenir les mouvements révolu- » tionnaires des colonies et des pays arriérés, mais à seule fin que les élé- » ments des futurs partis prolétariens, partis communistes non seule- » ment par leur appellation, soient groupés et éduqués dans tous les pays » arriérés, dans la conscience de leur tâche particulière, de leur tâche de » lutte contre les mouvements démocratiques, et soient éduqués ainsi » au sein de leur propre organisation. L'internationale communiste doit » conclure des accords temporaires et même des alliances avec la démo- » cratie bourgeoise des colonies et des pays arriérés, mais ne pas se con- » fondre avec elle et garder inconditionnellement l'indépendance du » mouvement prolétarien, même sous sa forme la plus embryonnaire. »

Lorsque la révolution russe éclata, des esprits superficiels déclarèrent qu'elle s'effondrerait au bout de quelques semaines. Il apparaissait inimaginable qu'un grand empire comme la Russie puisse prospérer et se développer suivant les conceptions chimériques de théoriciens dont la plupart étaient des émigrés ayant perdu tout contact avec leur pays.

Ce sont ces mêmes esprits qui déclarent aujourd'hui avec une égale légèreté, que le monde ne pourra pas s'opposer au raz de marée déferlant de Moscou.

Bien qu'elle ait célébré son 34^{me} anniversaire, la révolution russe n'est pas terminée. C'est ce qui explique peut-être que le communisme se borne à la guerre

froide. Et il la poursuit d'ailleurs avec une habileté inégalée. De là aussi les brusques changements de position, les retournements inattendus, la pratique délibérée de l'opportunisme le plus fluide et le plus insaisissable qui déconcertent ses adversaires bien plus que des attaques frontales. C'est pourquoi les dirigeants communistes recourent avec persévérance à la tactique du front commun. Ils ont le secret de mettre debout les organisations hybrides qui créent la confusion. Ils élèvent des écrans derrière lesquels ils rassemblent tous les adversaires de l'impérialisme où l'on compte pas mal de bourgeois et surtout des intellectuels. Il est parfois difficile de discerner dans ces groupements les chevaux de Troie des formations franchement communistes. De toute façon lorsque cette tactique réussit, elle permet aux communistes d'en réclamer tout le succès. Ils s'attribuent sans scrupule des victoires remportées parfois par autrui.

Cette tactique n'a pas toujours donné les résultats escomptés. Dans les innombrables écrits qui lui furent consacrés, les théoriciens de la stratégie communiste ont souvent envisagé le cas où cet excès d'habileté se retournerait contre eux et où la direction des offensives menées ainsi sous le couvert de partis pluralistes, pourrait leur être ravie. C'est arrivé plusieurs fois.

Tous les communistes d'ailleurs ne se sont pas ralliés de gaité de cœur à ces procédés. Non point qu'ils en désavouassent le caractère équivoque, mais parce qu'ils en redoutaient les conséquences fâcheuses pour le triomphe de la révolution bolchevique.

Ce fut même un des points de la controverse entre STALINE et TROTSKY qui aboutit au bannissement de ce dernier.

TROTSKY ne repoussait pas des accords rigoureusement délimités, dans un but parfaitement défini. « Si ces » ententes strictement pratiques », disait-il, « ne nous

» lient d'aucune façon et n'impliquent aucun engage-
 » ment politique, on peut les conclure avec le diable
 » lui-même ». Et il ajoutait non sans humour : « Mais
 » il est absurde d'exiger en même temps, qu'à cette
 » occasion, le diable se convertisse en général au chris-
 » tianisme et qu'il se serve de ses cornes non pas contre
 » les ouvriers et les paysans, mais exclusivement pour des
 » œuvres pieuses. En présentant de pareilles conditions,
 » nous agirions déjà au fond comme les avocats du
 » diable, et solliciterions de lui de devenir ses parrains ».

C'est ce qui est arrivé lorsque le front populaire s'est disloqué en Italie et en France et, d'une façon plus tragique encore, en avril 1927 en Chine.

Le comble de l'opportunisme pour les dirigeants communistes fut certainement de bannir TROTSKY qui s'opposait au socialisme dans un seul pays et qui préconisait la révolution mondiale, quitte à s'inspirer de ses thèses dans la politique internationale, quelques années à peine après l'avoir exilé.

L'échec de la révolution communiste en Chine fut, comme nous l'avons vu, une des raisons qui provoquèrent les querelles intestines au sein du parti en Russie et l'excommunication de TROTSKY par STALINE. TROTSKY avait toujours soutenu que la direction de Moscou avait porté sur les événements d'Extrême-Orient des jugements inexacts. Ils lui avaient fait prendre des décisions qui devaient aboutir au désastre. STALINE s'en est toujours défendu. Mais aujourd'hui, avec le recul du temps, il n'est plus permis de douter : c'est TROTSKY qui avait raison. Dans le paragraphe que nous consacrons au détournement de la révolution nationale chinoise au profit des communistes, nous expliquons comment BORODINE, désemparé par les avis contra-

(1) LÉON TROTSKY, *L'Internationale communiste après Lénine* (Édition Rieder, Paris 1930, p. 264).

dictoires qu'il recevait du Kremlin, fut conduit tout droit à la défaite.

Un éminent spécialiste des affaires d'Extrême-Orient, M. MICHAEL LINDSAY consacra le 6 décembre 1951 un article dans le *Manchester Guardian* à une série d'études historiques parues dans un magazine officiel chinois, publié en langue anglaise *People's China* et rédigées par HU CHIAO-MU, sous-directeur du département de la propagande du parti communiste. LINDSAY fait observer les contradictions du récit en ce qui concerne la position de Moscou vis-à-vis du Kuomintang au moment où ce même Kuomintang luttait déjà contre les communistes chinois. En effet, HU CHIAO-MU rappelle un fait incontestable, c'est que le 20 mars 1926, TCHANG KAI TCHEK avait converti son quartier général en un centre d'opposition contre l'aile gauche.

Mais ce que l'historien officiel ne dit pas, c'est que, depuis le mois de mars 1926 jusqu'en avril 1927, date à laquelle le mouvement communiste fut noyé dans un bain de sang à Shangai, la presse communiste internationale continuait à chanter les louanges de TCHANG KAI TCHEK. Elle dénonçait les prophéties annonçant la scission, comme des tentatives contre-révolutionnaires en vue d'affaiblir les forces de la révolution. On comprend, dans ces conditions, que les conseillers russes auprès de TCHANG KAI TCHEK qui avaient la vraie responsabilité du mouvement communiste, aient été perplexes et aient commis les désastreuses erreurs devant aboutir à l'anéantissement sanglant du mouvement.

Si nous nous attardons à cet épisode, qui fut un des plus grands revers de l'histoire du mouvement communiste du dernier quart de siècle, c'est parce que ces erreurs et ces défaites ont précisément éclairé l'action des mouvements autonomistes apparus ultérieurement.

Au cours de sa controverse avec STALINE, BOUCKA-

RINE et MOLOTOV, en 1927, TROTSKY a relevé tous les incidents démontrant l'attitude plus que complaisante de l'Internationale communiste à l'égard du Kuomintang, au moment même où ce dernier se dressait déjà en adversaire impitoyable du mouvement communiste chinois. Alors que TCHANG KAI TCHEK avait déjà accompli son coup d'État contre les communistes, les dirigeants de Moscou continuaient à soutenir le front unique national et le bloc des quatre classes en Chine. TROTSKY, dans les documents publiés par l'opposition de gauche de l'Internationale communiste, montre que BOUCKARINE, STALINE, MARTINOV, KALININE, ROUD-SOUAK soutenaient tous la même thèse, dans des articles ou des discours dont on retrouvera le détail dans le document cité (1).

Et le plus remarquable encore, c'est que les communistes russes tentèrent de justifier leur inaction en invoquant l'état arriéré de la Chine et en affirmant que TCHANG KAI TCHEK était le guide révolutionnaire des armées nationales chinoises qui, en réalité, étaient des armées rouges. Les chefs communistes de Moscou faisaient observer :

- qu'en Chine, il n'y a ni industrie, ni chemin de fer ;
- que la Chine traverse une époque qui est presque le début du féodalisme ;
- que les Chinois sont illettrés ;
- qu'en Chine, il est trop tôt pour lancer le programme de la dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat et de la paysannerie et y créer des Soviets.

Et de constater que vingt ans plus tard, lorsqu'ils prirent leur revanche en Chine, les conditions invoquées en 1927 ne s'étaient pas modifiées, permettra de mesurer l'opportuniste des révolutionnaires communistes. Ceci

(1) Déclaration des Quatre-Vingt-Trois, *L'opposition de gauche à l'Internationale Communiste*, octobre 1927 (Édition Imprimerie Centrale de la Bourse, 117 rue Réaumur, Paris, 1927, 34).

est d'un enseignement précieux pour ceux qui veulent discerner les intentions des hommes qui se servent des mouvements autonomistes pour faire triompher le communisme dans les pays en voie d'émancipation. On ne peut jamais dire si telle tactique, réputée orthodoxe la veille, n'est pas condamnée le lendemain, en raison même des circonstances et des nécessités.

LE CONSEIL MONDIAL DE LA PAIX.

Une des techniques les plus efficaces du front commun, fut incontestablement le Mouvement pour la Paix, d'inspiration communiste. Bien que la grande majorité des dirigeants soient des communistes authentiques, il rassemble pas mal de personnalités qui n'ont fait aucune adhésion au parti. Parmi les dirigeants russes l'écrivain ILYA EHRENBORG et NIKOLAÏ, le métropolitain ; d'autre part on relève les noms de JOLIOT-CURIE, de l'ancien ministre JUSTIN GODART, de MAX COSYNS, professeur à l'Université de Bruxelles, de Madame ISABELLE BLUM, du professeur BERNAL, professeur de physique à l'Université de Londres, du D^r HEWLETT JOHNSON, doyen de la cathédrale de Canterbury, de CHRISTOPHER WOODARD, un membre conservateur de la Chambre des Communes, etc.

Voici un extrait d'une des résolutions, votées par le Conseil mondial de la Paix à Berlin (21/26 février 1951) :

« L'opposition grandissante des peuples coloniaux et dépendants à
» l'agression, à l'oppression, à l'étouffement de leur liberté, à l'intégra-
» tion de leurs pays dans des pactes agressifs, à la levée et à l'utilisation
» contre d'autres peuples de contingents militaires, au stationnement
» de troupes étrangères sur leur territoire, à l'octroi de bases stratégiques,
» à l'accaparement des matières premières de leurs pays, à l'avilissement
» de leurs valeurs culturelles, aux mesures de discrimination raciale,
» constitue un apport essentiel au maintien de la paix. »

Il suffira de rapprocher ce texte de ceux des quelques programmes que nous avons analysés, pour identifier l'origine de ces résolutions.

Le Conseil mondial de la Paix a décidé de réunir en 1952, en Union Soviétique, une conférence économique internationale, à laquelle prendront part des économistes, des techniciens, des industriels, des commerçants, des militants syndicalistes, pour envisager l'amélioration des rapports économiques entre les pays et le relèvement du standard de vie des peuples, afin de sauvegarder la paix.

Il apparaît dès maintenant que, même en Belgique, des éléments n'ayant rien à voir avec le communisme y participeront, y compris des représentants du milieu des grandes affaires.

IRAN.

En Iran, un conseil des partisans de la paix fut organisé, malgré les lois répressives. Des hommes politiques, des représentants des universités et des différents cultes y ont adhéré. En six semaines, il recueillit 500.000 signatures pour l'Appel de Stockholm. Ce mouvement réclame la reconnaissance du gouvernement communiste chinois. Il proteste contre l'attitude du représentant de l'Iran aux Nations Unies, qui vota en faveur de la résolution déclarant agresseur la République chinoise, dans l'affaire de Corée.

MALAISIE.

En Malaisie, il y eut deux fronts uniques. Le premier fut créé à Kuala Lumpur, le 22 décembre 1946 ⁽¹⁾ et s'appellait le Conseil malais pour l'action commune.

⁽¹⁾ The postwar struggle of the Malay people for National liberation (*Soviet Press Translations*, 15 septembre 1950).

Il groupait le parti communiste, le parti nationaliste malais, la fédération malaise des syndicats, la ligue démocratique malaise, la nouvelle ligue de la jeunesse démocratique et l'organisation de l'intelligenza appelée Angakatan Permuda Insaf. D'après le journal russe auquel nous empruntons ces détails, l'organisation affiliait 500.000 personnes. Elle réclamait l'institution d'une assemblée législative élue, l'extension de tous les droits politiques à tous les citoyens malais, sans distinction de nationalité, et l'application de la constitution aux principautés malaises.

Le second, le Front du peuple uni (PUTERA), rassemblait les éléments paysans. Il groupait 150.000 membres.

D'après la même source, lorsque la lutte du parti communiste contre l'impérialisme anglais se transforma en lutte armée, les deux organisations disparurent. Le journal attribue ce déclin au fait que le parti communiste dut se réfugier dans la clandestinité.

VIETNAM.

Le 26 décembre 1949, une lettre fut adressée au président AURIOL. Elle était signée par 65 personnalités françaises appartenant au monde politique et intellectuel. Elle demandait la cessation immédiate des hostilités en Indochine et l'organisation d'élections sous les auspices des Nations Unies.

Parmi les signataires se trouvaient : MM. PAUL BONCOUR, ancien premier ministre, D'ASTIER DE LA VIGERIE et cinq autres députés, dont trois appartenant au M. R. P. (Mouvement Républicain Populaire).

On y lisait aussi les signatures d'ANDRÉ GIDE, de VERCORS, de CLAUDE BOURDET, de LOUIS JOUVET, de PAUL LÉVY (directeur de l'École française d'Extrême-Orient) et de neuf professeurs du Collège de France.

ALGÉRIE.

Le 27 juillet 1951, le Front Algérien de la Défense de la Liberté fut constitué. Il fusionnait l'Union démocratique du Manifeste algérien, le Parti communiste algérien, le Mouvement pour le Triomphe des Libertés démocratiques (parti musulman extrémiste) et les Oulémas.

Le Front Algérien se proposait :

- l'annulation des élections de l'Assemblée Nationale française du 17 juin 1951. Celles-ci, selon le manifeste, ayant abouti à la nomination, par l'administration, d'hommes qui n'avaient aucun mandat pour parler au nom du peuple algérien ;

- la liberté du vote pour l'élection du second collège de l'Assemblée algérienne ;

- le respect de la liberté de conscience, d'opinion de presse et de réunion ;

- l'opposition à toute forme de répression et la libération des prisonniers politiques ;

- la lutte contre l'ingérence administrative dans les affaires religieuses musulmanes.

ALLEMAGNE.

La pratique du front unique peut prendre parfois une forme surprenante. Bien que l'exemple de l'Allemagne de l'Est n'entre pas dans le sujet traité, il est bien intéressant de signaler que lorsque le front national y fut constitué, le 15 février 1950, on fit appel aux éléments les plus inattendus. OTTO GROTHWOL, le premier ministre de l'Allemagne Orientale, au troisième congrès du parti socialiste unifié, qui se tint à Berlin du 20 au 24 juillet 1950, déclara : « Nous sommes prêts » à collaborer avec tous les patriotes qui ont à cœur » les intérêts de l'Allemagne. Aucun patriote disposé

» à lutter pour les intérêts nationaux du peuple alle-
» mand ne sera exclu du front national. Ceci vaut
» pour les anciens fonctionnaires allemands, les soldats,
» officiers et généraux de la Wehrmacht, ainsi que
» pour les anciens membres du parti nazi, pour tous
« les hommes et toutes les femmes du secteur écono-
» mique et culturel. »

Les syndicats.

Les syndicats ouvriers ont joué un rôle important dans la contribution apportée par le communisme aux mouvements autonomistes des peuples coloniaux ou semi-coloniaux. En Occident, les organisations professionnelles qui subissent l'influence communiste ont déclenché de vastes mouvements de grèves dans les arsenaux et surtout dans les ports. Il faut dire que leurs buts étaient plus ambitieux que leurs résultats. L'objectif était de saboter le réarmement des puissances occidentales dirigé contre une éventuelle menace d'agression de la Russie, considérée comme le meilleur soutien des mouvements autonomistes des régions envisagées. Mais les succès obtenus dans les métropoles n'ont pas été à la mesure des espérances nourries par les syndicats communistes, en France et en Italie notamment.

Par contre, les mouvements syndicaux des pays en voie d'émancipation menèrent une action infiniment plus efficace. Des grèves ont abouti, dans certains pays, à diminuer la production des entreprises capitalistes étrangères et, par conséquent, à réduire d'autant les ressources dont les puissances occidentales ont un si pressant besoin. Ce prolétariat inexpérimenté manquait assurément d'éducation, mais il ne manquait pas de combativité. En remportant des victoires sur le

terrain social et en faisant triompher contre le capitalisme étranger des revendications purement professionnelles, il lui infligeait une perte de prestige, en même temps que s'accroissait sa confiance en lui-même.

Le mouvement syndical dans ces pays ne pouvait pas, historiquement, évoluer sur la base du neutralisme politique des vieilles formations professionnelles comme celles de l'Occident. Dès l'origine, dans leurs formes les plus rudimentaires, ils furent associés bon gré mal gré à la lutte contre la domination étrangère. Ce fut particulièrement le cas en Chine où dès le début de la pénétration dans cette partie de l'Asie, la souveraineté du pays avait été amputée au profit des concessions internationales. Des traités restrictifs ne permettaient pas à la Chine de fixer ses droits de douane à des niveaux qui lui auraient permis de protéger ses propres intérêts. Ces traités, qui datent de 1858, furent maintenus en vigueur pendant 70 ans. Pendant toute cette période et au moment même où le capital chinois naissait, les étrangers purent saturer le marché chinois de leurs marchandises.

En vertu de ce statut extraordinaire, des entreprises s'installèrent, sans être soumises ni à la loi chinoise ni aux impôts chinois. Jusqu'en 1930, le capital étranger possédait la moitié de l'industrie textile chinoise, sans compter les mines et les transports maritimes.

L'industrialisation de la Chine fut freinée, parce que les capitaux investis dans l'agriculture, sous forme de rente et d'intérêts étaient plus productifs que ceux s'orientant vers les secteurs industriels. En même temps, cette exploitation des campagnes par le capitalisme appauvriait de plus en plus le paysan, réduisait sa capacité d'achat de telle manière que la naissance d'un marché intérieur pour les produits industriels était rendue impossible. Et par un singulier paradoxe loin encore d'avoir été résolu, la plupart des entreprises in-

dustrielles, sauf celle des armements, vendaient toute leur production à l'extérieur. Dès lors la coalition du capitalisme indigène chinois et des travailleurs contre les privilèges étrangers n'est pas une chose surprenante. Et les communistes qui ont repris, en la perfectionnant considérablement, la méthode si efficace du front commun, n'ont fait que s'emparer d'un outil fabriqué bien longtemps avant eux. Ils n'ont que le mérite d'avoir systématisé son usage, avec une habileté exceptionnelle.

Malgré les conditions de travail déplorables dans les entreprises chinoises, les grandes grèves étaient surtout dirigées contre le capitalisme étranger. Ce fut notamment le cas pour deux grèves de marins de 1922 et de 1925 à Hong Kong, qui visaient les sociétés anglaises. De même, en 1923, la grève du chemin de fer de Peking à Hankow et la grève politique de 1925 à Shanghai, se transformèrent en insurrection armée. Ce qui permit à TCHANG KAI TCHEK de s'emparer de cette dernière ville, où il se livra aussitôt à l'exécution de ceux qui l'avaient aidé à la conquérir. Tout le mouvement syndical chinois est jalonné d'épisodes de ce genre, marquant le rapprochement des ouvriers avec des éléments avancés de la bourgeoisie chinoise.

C'est en Chine encore que s'est vérifié un des principes même de la révolution communiste. Selon LÉNINE et ses successeurs, elle ne peut être que la seule responsabilité de la classe ouvrière, si peu importante soit-elle. A condition cependant que par son élan, elle soit capable d'entraîner derrière elle les paysans et le prolétariat moins éclairé.

En Chine, la population urbaine n'a jamais dépassé 20%. Les ouvriers industriels n'ont jamais représenté 1% de la population. Sans compter que la main-d'œuvre féminine et infantile y occupe une place démesurée.

Les tentatives de front commun ne furent pas toutes couronnées de succès. La sanglante répression exercée

en 1927 par TCHANG KAI TCHEK contre ses associés communistes en est l'exemple le plus dramatique. Mais il y en a une autre qui eu des conséquences lointaines bien plus considérables. C'est l'audacieuse manœuvre exécutée par les communistes en 1925, lorsqu'ils s'efforcèrent de noyauter le mouvement syndical britannique.

La révolution russe exerçait à cette époque une grande fascination sur les masses ouvrières anglaises. Le petit parti travailliste minoritaire I.L.P. (Indépendent Labour Party) avait, à cette époque, préconisé la constitution de conseils ouvriers sur le modèle des Soviets et même la dictature. Les organisations syndicales russes furent promptes à saisir cette occasion inespérée. Elles poursuivaient un double but. Le premier, s'emparer par le dedans de la direction des trades unions ; le second, s'en servir pour empêcher l'Angleterre d'intervenir en Chine, aux côtés de TCHANG KAI TCHEK, pour briser la révolution communiste. Et ce dernier objectif les préoccupait beaucoup plus à cette époque que le premier. Signalons en passant que les communistes n'ont jamais dissimulé que les syndicats, dans leur régime, sont au service de l'État prolétarien.

Les Russes essayèrent une défaite définitive lors de la conférence anglo-russe de Berlin, en avril 1927. Ils renoncèrent solennellement à toute intervention dans les affaires syndicales anglaises. Et cette décision était liée à l'échec de la grève générale anglaise qu'ils auraient sûrement voulu transformer en un mouvement politique, alors qu'elle avait des origines purement économiques. Les syndicalistes anglais refusèrent toujours l'argent du Conseil central des Syndicats soviétiques, pour poursuivre ce mouvement gigantesque qui se termina par un échec. Il eut d'ailleurs pour les organisations anglaises de si redoutables conséquences, qu'elles furent en partie attribuées au flirt avec Moscou.

On se souvient de la décision prise par les syndicats britanniques de déclarer la grève générale le 3 mai 1926. Ils y avaient été amenés par sympathie pour la Fédération des Mineurs, en conflit avec les maîtres de charbonnages.

La situation de l'industrie charbonnière en Grande-Bretagne était à ce point désastreuse que, en 1925, le gouvernement anglais lui avait accordé un subside lui permettant de poursuivre son exploitation sans réduire les salaires des mineurs. La Commission d'Enquête qui examina la situation de l'industrie minière recommanda le 6 mars 1926 une réorganisation des charbonnages en recommandant, dans l'entre-temps, que l'on n'exige aucun sacrifice du personnel. Le subside gouvernemental vint à expiration au mois de mai 1926 et les maîtres de charbonnages annoncèrent leur intention de baisser les salaires. C'était le lock-out. Il fut suivi immédiatement de la grève générale de tous les corps de métiers. Elle se déroula avec un calme impressionnant. Elle ne prit jamais le caractère d'une opération politique. Elle échoua.

La défaite eut pour conséquence le vote de la loi de 1927 sur les conflits ouvriers et sur les trades unions, déclarant illégales toute grève générale et toute grève de sympathie. En outre, un grand nombre de privilèges que les trades unions s'étaient acquis furent abolis. Plusieurs questions très importantes intéressant les associations professionnelles furent laissées dans l'état le plus ambigu.

L'action diplomatique.

Le 14 février 1950, un traité d'amitié, d'alliance et d'assistance mutuelle, d'une durée de trente ans, fut signé à Moscou entre la Russie et la Chine communiste. Il abolissait le traité sino-soviétique de 1945.

La Chine et l'URSS s'engageaient à prendre toutes mesures afin d'empêcher la répétition de tout acte d'agression et de violation de la paix de la part du Japon ou de tout autre pays associé au Japon, soit directement, soit indirectement. Si l'un des deux pays signataires devait être attaqué par le Japon ou un de ses alliés, l'autre lui donnerait son appui militaire et son assistance, par tous les moyens à sa disposition. La Chine et l'URSS se déclarent prêtes, dans un esprit de coopération sincère, à participer à toutes actions internationales assurant la paix et la sécurité dans le monde.

Les deux puissances s'engagent par un traité mutuel à conclure le plus vite possible la paix avec le Japon, concurremment avec les autres nations qui étaient alliées pendant la seconde guerre mondiale.

Les deux parties sont d'accord pour ne prendre part à aucune alliance dirigée contre l'une d'elles ni à aucune coalition ou aucune mesure dirigée contre les co-signataires.

Les deux pays se consulteront pour tous les problèmes internationaux importants qui peuvent affecter les intérêts communs des Soviétiques et de la Chine, en s'inspirant du souci de la consolidation de la paix et de la sécurité universelle.

Ils s'engagent en outre, dans un esprit d'amitié et conformément aux principes d'égalité, du respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, à ne pas intervenir dans les affaires de l'associé ; à développer et à consolider les liens économiques et culturels ; à se prêter toute assistance économique possible et à assurer la coopération économique nécessaire.

Le traité contient également des dispositions par lesquelles la Russie abandonnera le chemin de fer de Mandchourie à la Chine, après la signature de la

paix avec le Japon, et en tous les cas, pas plus tard qu'en 1952. Dans les mêmes délais, les troupes russes évacueront Port-Arthur. La Russie consentira des crédits pour 300 millions de dollars à la Chine.

L'activité diplomatique des communistes n'a pas poursuivi que des fins politiques. Elle s'est attachée aussi à mettre son pouvoir grandissant au service de ses intérêts matériels les plus concrets et les plus immédiats. C'est pourquoi, la Russie et ses satellites déploient une telle activité dans la conclusion de traités de commerce, dans le but d'assurer une plus large autonomie économique au bloc soviétique et aussi pour lui procurer des sources de matières premières en cas de conflits armés. Mais la politique commerciale du bloc soviétique ne néglige pas non plus de donner son appui aux territoires en voie d'émancipation ou à ceux dont le loyalisme envers le bloc occidental est chancelant. Le *Vnesknyaya Torgovlya* (organe du commerce extérieur soviétique) en décembre 1951 a annoncé la création du Vostokintorg, organisation destinée à stimuler les rapports commerciaux entre la Russie d'une part, l'Iran, l'Afghanistan, la Mongolie et le Sinkiang de l'autre.

Cette solidarité s'est révélée une fois de plus lorsque la querelle entre l'Iran et la Grande-Bretagne s'est envenimée. La Tchécoslovaquie a offert d'acheter 500.000 tonnes de pétrole et la Pologne 700.000 tonnes. Les besoins annuels de la Tchécoslovaquie s'élèveraient à 2 millions et demi de tonnes.

La mobilisation des minorités nationales.

La lutte du communisme est favorisée dans les régions où existent d'importantes minorités nationales et dont les pays d'origine sont déjà ralliés au communisme. C'est le cas pour la Malaisie. D'après le recensement

de 1947, les Chinois y représentent 48,8% de la population.

La même particularité démographique existe en Indonésie où il y a 1 million et demi de Chinois, pour une population totale de 72 millions (1942).

Bien que le but ultime des communistes chinois soit d'expulser l'Occident de toute l'Asie méridionale, on interprète généralement la politique étrangère de Pékin de la façon suivante. Pékin serait assez disposé à respecter l'intégrité territoriale des nations de l'Asie du Sud-Est, à condition que ces dernières soient neutralisées. C'est dans cette partie du continent d'ailleurs, que se trouve ce qu'on pourrait appeler le « no man's land » diplomatique. Les Russes et les Chinois ignorent quelle en serait l'attitude en cas de conflit généralisé entre l'Occident et le bloc communiste. Nous avons déjà dit que cette incertitude est une des raisons pour laquelle le communisme se montre réticent et qu'il hésite à recourir à la force des armes sur le plan mondial, quitte à entretenir des abcès de fixation et à livrer, par délégation, des guerres qui servent de bancs d'épreuve pour un conflit élargi.

L'Indonésie leur est particulièrement suspecte à ce propos. Et si par hasard elle manifestait des intentions de rapprochement avec les États-Unis, Pékin n'hésiterait pas à se servir des minorités chinoises de Java pour déchaîner de l'agitation.

En ce qui concerne les minorités nationales, l'interprétation des intentions de Pékin n'est qu'une simple supputation. Au début de 1952, on ignorait toujours si le fanatisme et les ambitions révolutionnaires de la Chine communiste s'affranchiraient de toute prudence. Passeraient-ils à une action plus déterminée ? S'assureraient-ils la collaboration des mouvements irrédentistes qui se manifestèrent avec le plus de virulence en Indochine, en Birmanie et en Malaisie ?

Dans son rapport au Comité national du 6 novembre 1951 (reproduit par le *Journal du Peuple* de Pékin), CHOU-EN-LAI s'étendait avec complaisance sur le nombre de paysans ralliés au régime dans les quatre grandes zones administratives de l'Est, du Centre-Sud, du Sud-Ouest et du Nord-Ouest. Selon lui, 88 millions d'individus dont 30% de femmes, soutenaient la République populaire chinoise. Là, toujours d'après CHOU-EN-LAI, les effectifs de la milice atteignaient 7 millions 500 mille hommes. Si on y ajoutait les effectifs des autres zones, le total atteindrait, dit-il, 12.800.000 hommes résolus à assurer l'exercice de la dictature démocratique du peuple.

Ces chiffres, quelle qu'en soit la valeur objective, n'ont de signification qu'en les rapprochant des déclarations faites au cours du même rapport politique. On y souligne que les peuples d'Asie se sont rapidement éveillés et unis et que la République populaire de Chine, la République démocratique de Corée et la République démocratique du Vietnam coordonnent leur action.

Dans le même rapport apparaît l'appel aux Chinois d'outre-mer, dont les efforts doivent s'unir à ceux de Pékin pour assurer une expansion plus efficace du communisme.

Le 8 octobre 1951, dans un discours radiodiffusé et rapporté par l'agence d'informations NCNA (New China News Agency), HSIANG-NING, directeur de la commission des Chinois d'outre-mer, fit appel à eux sans égard à la classe, aux métiers, aux vues politiques, aux croyances religieuses.

Le terrorisme et les reprises individuelles.

Là où le mouvement communiste, dans l'appui qu'il donne aux mouvements autonomistes, a été refoulé dans l'illégalité, il n'hésite pas à recourir aux méthodes

terroristes. C'est particulièrement le cas en Malaisie, où les communiqués militaires anglais ne désignent jamais leurs adversaires militaires que sous le nom de « bandits ». Cette activité ne s'est pas limitée à la Malaisie. Le meurtre politique est apparu un peu partout dans les pays soumis à l'agitation autonomiste, même dans les Indes où la stabilisation est plus grande. Presque partout on signale l'assassinat de banquiers, de planteurs, de hauts fonctionnaires et de personnalités indigènes réputées traîtres au mouvement d'émancipation.

Mais l'entretien d'armées illégales nombreuses, bien équipées et extrêmement combatives, ne peut compter sur le seul fanatisme. Il doit être encadré par des formes matérielles concrètes. Et l'on s'est souvent demandé comment, en dehors des appuis que les autonomistes reçoivent des grandes puissances qui les soutiennent dans la coulisse, sous la forme de matériel de guerre, comment ils se procuraient des armes.

L'effondrement de la Chine nationaliste a donné une réponse éclatante à cette interrogation : les communistes chinois ont trouvé les armements abandonnés par les Japonais en Mandchourie et dans la Chine septentrionale. Ils ont bénéficié de la vénalité des généraux nationalistes mercenaires. Et en attendant leur occupation de la Chine, dans leur marche militaire victorieuse, ils se sont emparés d'un équipement américain dont disposait TCHANG KAI TCHERK. On peut l'évaluer à 3 milliards de dollars.

En Malaisie, les communistes ont recouru à une tactique plus fructueuse encore, puisqu'elle leur assure des rentrées budgétaires presque aussi certaines que celles d'un État stabilisé.

Le 2 décembre 1951, au cours d'une réunion qui s'est tenue à Kuala Lumpur, le conseil des producteurs de caoutchouc a signalé à M. LITTLETON, secrétaire

pour les Colonies dans le Cabinet britannique, que les communistes procédaient, à leur profit, à la saignée des caoutchoutiers. Le conseil en question affirmait que les quantités de caoutchouc détournées représentaient 20% de la récolte totale, soit 25 millions de livres sterling par an. Le caoutchouc ainsi exproprié par reprises individuelles au profit du mouvement est racheté par des commerçants peu scrupuleux qui le revendent sur le marché international.

On mesurera l'intensité du terrorisme en Malaisie par une déclaration que les planteurs firent à M. LITTLETON au cours de la même réunion. Ils réclamèrent une protection plus efficace des plantations, des armes légères plus perfectionnées pour les planteurs et un plus grand nombre de chars blindés. Ils exprimèrent aussi leur inquiétude devant l'exode grandissant des planteurs.

La lutte à main armée.

D'après le *Trude*, le mouvement de libération du peuple fut déclenché aux Philippines dès l'occupation japonaise (1).

Une armée de résistants fut constituée, elle s'appelait Hukbalahap (armée populaire anti-japonaise). Elle fut formée en mars 1942. Son objectif était le renversement de la domination impérialiste et la création d'un État vraiment indépendant sur des bases démocratiques. L'objectif essentiel du mouvement était l'expulsion des usurpateurs japonais, la lutte contre les traîtres, l'aide à la coalition antihitlérienne qui, selon le journal, était dirigée par l'Union Soviétique. Le chef de l'armée était un communiste : LOUIS TARUK.

(1) V. DANILOV, *The Struggle of the Philippine Peoples against the Imperialists* (*Soviet Press Translations*, 15 septembre 1950).

D'après le *Trude*, le mouvement populaire des Philippines n'était pas dirigé contre les seuls Japonais, mais contre tous les impérialismes, y compris les États-Unis.

Lorsque l'indépendance fut accordée aux Philippines, l'armée populaire changea de nom. Elle devint l'Hukbong (armée populaire de libération). Elle refusa de déposer les armes, malgré l'intervention armée de la police et de la gendarmerie.

La formation des cadres.

Les communistes n'ont pas manqué de développer la formation des cadres dont ils doivent disposer pour diriger les pays où ils exercent leur influence. Ils ont créé plusieurs universités dans ce but. La première est l'Université de Chungshan. Elle est destinée à la formation exclusive des propagandistes chinois. On y enseigne la langue russe, l'économie politique, l'histoire politique, la géographie, l'art militaire, etc.

La seconde est l'Université orientale, pour la formation des cadres des agents communistes appelés à travailler dans l'Orient.

Il existe également un centre d'entraînement pour l'Afrique.

Le 18 mai 1925, STALINE a prononcé devant les étudiants de l'Université communiste des Travailleurs de l'Orient, un discours où il a défini à la fois la tactique et les tâches de ceux qui auront la responsabilité de ces territoires. Ces derniers se divisent en deux groupes : celui des républiques soviétiques de l'Orient et celui des nations qui ne sont pas encore sous l'obédience politique de Moscou.

Après avoir fait observé que ces derniers pays ne témoignent pas d'un développement identique, il a précisé en ce qui concerne les pays comme l'Égypte et la Chine, peu développés sous le rapport industriel et possédant un prolétariat relativement peu nombreux :

« Dans ces régions », dit-il, « la bourgeoisie nationale » s'est déjà scindée en partis révolutionnaire et conciliateur. La bourgeoisie conciliatrice n'y est cependant pas encore capable de se souder avec l'impérialisme étranger ⁽¹⁾. Mais il est déjà trop tard pour que les communistes constituent un front national unique. Leur devoir est de former un bloc révolutionnaire des ouvriers et de la petite bourgeoisie ». Mais il a soin d'ajouter qu'un tel parti, à composition double, n'est nécessaire et utile qu'à la condition qu'il ne tienne pas le parti communiste pieds et poings liés. Il ne peut pas le gêner ni dans son travail d'agitation et de propagande, ni constituer un obstacle au ralliement des prolétaires autour de lui. Celui-ci, de toutes façons, doit garder la direction effective du mouvement révolutionnaire.

Et il définit ainsi les tâches de ce mouvement révolutionnaire :

1. « Gagner au communisme les meilleurs éléments de la classe ouvrière » et créer des partis communistes indépendants ;
2. « Créer un bloc révolutionnaire national des ouvriers, des paysans, des intellectuels révolutionnaires contre le bloc de la bourgeoisie nationale conciliatrice et de l'impérialisme ;
3. « Assurer au prolétariat l'hégémonie dans ce bloc ;
4. « Lutter pour affranchir la petite bourgeoisie citadine et rurale de l'influence de la bourgeoisie nationale conciliatrice ;
5. « Assurer l'alliance du mouvement de libération avec le mouvement prolétarien des pays avancés. »

L'expérience russe.

La révolution russe a 34 ans. Au cours de ce tiers de siècle, elle n'a pas connu que des succès. Elle a enregistré plus d'une défaite. A certains moments elle a dû battre en retraite au point qu'on a cru qu'elle allait échouer.

(1) J. STALINE, *Le Marxisme et la question nationale et coloniale* (Éditions socialistes, Paris 1950, 205).

En octobre 1923, le parti communiste en Allemagne fut vaincu, alors qu'il était, après le parti russe, celui qui affiliait le plus grand nombre de membres adhérents à l'Internationale communiste. Plus près de nous, les Russes ont dû composer lorsque les Américains ont organisé le pont aérien pour briser le blocus de Berlin. Par leur maladresse, ils n'ont pu empêcher la constitution du Pacte Atlantique. La scission de l'Internationale syndicale mondiale fut, aussi pour eux, un revers sérieux.

Ils n'ont pas pu non plus faire sortir de leur neutralité, à leur profit, certains États constituant une sorte de *no man's land* diplomatique entre le bloc de l'Occident et le bloc soviétique. L'attitude de l'Inde, du Pakistan et de l'Indonésie, les rend fort circonspects.

Mais il n'est pas douteux que les trois défaites les plus sensationnelles que la révolution russe, et à travers elle le communisme, a subies sont :

— la proclamation de la NEP, nouvelle politique économique, au printemps 1921 ;

— l'écrasement de la révolution communiste en Chine en 1927 ;

— le schisme du communisme yougoslave, il y a quelques années.

Nous avons décrit autre part, les épisodes qui, en 1927, ont marqué la déroute communiste en Chine. Depuis lors, le communisme a remporté une éclatante revanche.

Quant à la NEP, elle aboutit à l'abandon du communisme de guerre. Celui-ci était caractérisé par la réquisition du blé, la centralisation excessive de l'administration économique et l'échange basé sur un gigantesque système de troc.

Avec la NEP, les Soviets abandonnèrent les réquisitions. Ils décrétèrent le marché libre du blé et restituèrent à des propriétaires privés plus de quatre mille

entreprises industrielles, tandis que d'autres furent concédées à des capitalistes étrangers. La décentralisation économique devint la règle. On créa 300 à 400 trusts industriels ayant un statut financier autonome et disposant librement des produits sur le marché. Ce fut un recul provisoire et passager et l'on revint progressivement à des formes collectivistes plus orthodoxes. La NEP fut le seul moyen dont disposait la révolution pour accumuler la plus-value, afin de prendre un nouveau départ. Mais il est intéressant de constater, à la lecture des programmes des mouvements autonomistes que nous avons analysés, que l'on s'est engagé dans les voies de la NEP, sans attendre le désastre qui menaça un moment le succès de la révolution russe.

En le faisant, les mouvements autonomistes d'inspiration communiste restent fidèles à la pensée de LÉNINE.

Le 29 octobre 1921, sept mois après le début de la NEP, LÉNINE disait à la conférence provinciale du parti à Moscou (1) :

« Ce n'est pas tant la défaite qui est dangereuse que la crainte d'avouer »
 » sa défaite, la peur d'en tirer toutes les conclusions... Ne pas avoir peur »
 » de reconnaître des échecs. Apprendre par l'expérience des défaites. »
 » Si nous admettons l'opinion que le fait de reconnaître des défaites pro- »
 » voque de l'abatement et un affaiblissement d'énergie dans la lutte, »
 » comme l'abandon des positions, il faudrait dire que de pareilles révolu- »
 » tionnaires n'ont absolument aucune valeur... Notre force fut, dans »
 » le passé, et sera encore dans l'avenir, en ce que nous tiendrons compte, »
 » avec un sang-froid parfait, des défaites les plus lourdes, en apprenant »
 » par leur expérience ce qui doit être modifié dans notre activité. C'est »
 » intéressant et important, non seulement pour la vérité théorique, mais »
 » encore au point de vue pratique. On ne peut apprendre à résoudre les »
 » problèmes d'aujourd'hui par de nouveaux procédés, si l'expérience »
 » d'hier ne nous a pas fait ouvrir les yeux, pour voir en quoi les méthodes »
 » anciennes étaient fautes ».

C'est en s'inspirant de ces enseignements de LÉNINE

(1) Cité par LÉON TROTSKY dans *l'Internationale Communiste après Lénine* (Édition Ridder, Paris 1930, pp. 57 et 58).

que les mouvements autonomistes qui déferlent aujourd'hui dans les territoires coloniaux ou semi-coloniaux, se servent de la révolution bolchevique comme d'un immense banc d'épreuve. Elle leur a évité des erreurs capitales.

Lorsque TITO, le chef du mouvement communiste en Yougoslavie, fut imprudemment et peut-être un peu précipitamment excommunié par Moscou, les communistes du monde entier affectèrent de considérer l'hérésie titiste comme un fait isolé. Cet optimisme de commande se justifiait en partie par le fait que cette révolte contre l'autorité centrale de Moscou était apparue dans un pays sans frontière commune avec la Russie. Et ceux qui le déploraient se flattaient volontiers que le titisme n'était pas d'application universelle. Et il ne pourrait certes pas l'être dans les démocraties populaires voisines de la République des Soviets, où l'autorité de Moscou pouvait s'exercer avec des moyens infiniment plus efficaces. Il n'en est rien. Les innombrables épurations auxquelles on a procédé en Bulgarie, en Hongrie, en Roumanie, en Tchécoslovaquie et en Pologne ont presque toutes eu pour origine une orientation du mouvement vers le nationalisme et la rupture avec Moscou. Des mouvements titistes sont même apparus en Italie et en France. Et dans les démocraties populaires, l'expérience russe a encore servi les néophytes du communisme dans leur désir d'affermir le pouvoir central universel exercé par le communisme russe. Les épurations auxquelles on a procédé en Russie, il y a bien longtemps déjà, ont enseigné aux communistes orthodoxes, polonais, tchécoslovaques, etc, la technique parfaite pour se débarrasser de ceux qui seraient tenté de s'écarter de la ligne générale. Jusqu'à présent, il est vrai, on ne signale aucune opération de ce genre dans les mouvements autonomistes, en dehors de démocraties populaires.

Il est assez piquant de constater que ces réactions brutales contre les éléments férus d'indépendance nationale s'inspirent précisément de l'idée du socialisme dans un seul pays, préconisée par STALINE en 1924 et combattue avec tant d'âpreté par TROTSKY.

Dans la Révolution défigurée ⁽¹⁾, TROTSKY rappelle un article publié déjà en 1879 par un socialiste allemand (FOLMAR), intitulé l'État socialiste isolé. On s'aperçoit que STALINE n'a même pas eu le mérite de l'originalité et qu'on se trouve en présence d'une conception socialiste déjà un peu archaïque.

Comment les communistes se sont emparés de la révolution nationale chinoise ⁽²⁾.

Le cas de la Chine, où les communistes ont réussi à s'emparer de la révolution nationale, est un exemple admirable de la tactique préconisée par LÉNINE : l'alliance passagère avec des éléments avancés. Cette tactique fut toujours suspecte à TROTSKY. Ayant hérité de MARX le don de sarcasme et d'invective, il l'appelle « la tactique de la comptabilité en partie double ».

Au cours de sa lutte pour l'unification de la Chine, le docteur SUN-YAT-SEN fit appel à l'aide de l'étranger. Seule la Russie lui répondit. Et le 23 janvier 1923, il publia une déclaration commune avec ADOLF JOFFE, représentant de l'URSS. Elle fixe les principes selon lesquels la Russie et l'Internationale communiste apporteraient leur appui à la révolution chinoise. En voici le passage principal :

« Le Dr SUN-YAT-SEN maintient que le régime communiste et même le système des Soviets, ne peuvent pas être introduits actuellement

(1) Édition Rieder, Paris 1929, page 119.

(2) U. S. Relations with China (*Department of State publication*, août 1949, chapitre II, 42 et ss).

» en Chine, parce que les conditions permettant l'établissement efficace
 » du communisme ou du soviétisme n'existent pas. Ce point de vue est
 » partagé entièrement par M. JOFFE qui, de plus, est d'avis que le pro-
 » blème dominant et le plus pressant pour la Chine est de réaliser son
 » unité nationale et d'atteindre sa pleine indépendance nationale et il
 » assure au Dr SUN-YAT-SEN que la Chine a la plus chaude sympathie
 » du peuple russe et qu'elle peut compter sur l'appui de la Russie.»

A la suite de cet accord, MICHEL BORODINE fut, en septembre 1924, envoyé à Canton, où il devint le principal conseiller du Kuomintang. Celui-ci fut réorganisé suivant les méthodes du parti communiste russe, avec un contrôle central, s'étendant du quartier général jusqu'aux plus petites subdivisions.

Il fut en outre décidé que les communistes, résolus à prêter serment au Kuomintang et prêts à accepter les principes de celui-ci, y seraient admis à titre individuel. LI TA-CHAO un des fondateurs du parti communiste chinois, fit à ce propos la déclaration suivante :

« En s'affiliant au Kuomintang, les communistes de la troisième Inter-
 » nationale, se soumettront à la discipline du Kuomintang et participeront
 » à la révolution nationale. Ils n'ont pas la moindre intention de transfor-
 » mer le Kuomintang en un parti communiste. »

En collaboration avec les communistes, le Kuomintang put désormais abandonner les méthodes de la conspiration et employer celles de la révolution. Une vigoureuse propagande parmi les paysans et les masses ouvrières lui permit de provoquer des soulèvements populaires. Son armée fut commandée par des officiers entraînés suivant les méthodes soviétiques. Sa puissance en fut considérablement accrue. Les forces révolutionnaires firent de rapides progrès. La capitale du Kuomintang fut établie à Hankow. Bientôt le parti fut déchiré entre une gauche et une droite. Celle-ci était préoccupée de s'assurer l'appui des classes moyennes et particulièrement des commerçants et des banquiers de Shangai. Tandis que les communistes s'efforçaient

de transformer la révolution nationaliste en révolution sociale.

En avril 1927, TCHANG KAI TCHEK, généralissime de l'armée chinoise, forma contre la gauche, un gouvernement rival qui s'installa à Nankin. En mars 1927, il s'empara de Shangaï et y procéda à une élimination des communistes, comme il devait le faire plus tard à Canton. Plusieurs centaines de milliers de personnes furent exécutées.

En même temps, la situation de BORODINE et des communistes de Hankow devint de plus en plus malaisée. De Moscou, ils recevaient des ordres contradictoires qui s'expliquaient par la violente controverse mettant TROTSKY aux prises avec STALINE. La crise atteignit son point culminant lorsque le Kremlin donna instructions aux communistes chinois de réclamer la majorité au Kuomintang et de constituer leur propre armée de paysans et de travailleurs. C'est alors que l'influence communiste s'effondra. Elle fut marquée par une purge sanglante, exécutée à Hankow, comme elle l'avait été auparavant à Shangaï et à Canton.

Ce qui restait du parti communiste se réfugia dans une petite zone dans le Sud du Kiang-Si. C'était une région essentiellement agricole. C'est en se basant sur les revendications des paysans que le mouvement communiste reprit un nouveau départ. Pour extirper ces îlots communistes, le gouvernement de TCHANG KAI TCHEK fit appel à des conseillers militaires allemands : le Général VON SEECKT, et après lui VON FALKENHAUSEN. Cette campagne, longue de cinq années, délogea les communistes de leur base dans la Chine du Sud et les força à fuir vers le Nord-Ouest.

En 1931, le Japon commença sa campagne d'occupation des territoires chinois. Cette agression donna une vive impulsion au mouvement nationaliste. C'est alors que les communistes engagèrent une vigoureuse

propagande en faveur du front unique. Le septième congrès mondial du Komintern, en 1935, approuva cette offre de front unique. En janvier 1936, elle fut faite officiellement par le parti communiste chinois, au général TCHANG KAI TCHEK, en l'invitant à prendre les armes contre le Japon. Cette offre eut un résultat immédiat. Les troupes chargées d'éliminer les poches de résistances communistes furent vidées de toute leur vertu combative. En décembre 1936, TCHANG KAI TCHEK fut arrêté par le général TCHANG HSUEH-LIANG, celui-là même qui avait pour mission de liquider les communistes. C'est grâce à l'intervention des communistes chinois, à l'inspiration de Moscou obsédée par la tactique du front unique, que TCHANG KAI TCHEK ne fut pas exécuté. Après cet incident, la collaboration entre les nationalistes chinois et leurs compatriotes communistes fut reprise. Le Kuomintang renonçait à la suppression des communistes par les armes. Le parti communiste chinois décidait d'abandonner ses méthodes insurrectionnelles et ses tentatives de soviétisation pour coopérer avec le gouvernement contre l'agression japonaise. Le 10 février 1937, quelques jours avant la réunion du comité central exécutif du Kuomintang, le parti communiste s'engageait :

- » « à renoncer aux soulèvements armés, dirigés contre le gouvernement national de Nankin ;
- » « à changer le gouvernement chinois des Soviets en un gouvernement des régions spéciales de la République de Chine ;
- » « à changer l'armée en une armée nationale révolutionnaire, sous le commandement direct de la commission des affaires militaires de Nankin ;
- » « à adopter un système de suffrage universel démocratique dans les régions sous son contrôle ;
- » « à mettre un terme à la politique d'expropriation des grands domaines » ;

en outre :

- » « à exécuter un programme commun du front unique antijaponais »

Le Kuomintang répondit en posant les quatre conditions suivantes :

1. « Abolition de l'armée séparée et son incorporation sous un commandement unique dans les forces de la nation ;
2. « Dissolution de la République soviétique chinoise et concentration des pouvoirs entre les mains du gouvernement national ;
3. « Cessation absolue de la propagande communiste et acceptation des trois principes du peuple ;
4. « Abandon de la lutte des classes. »

De longs pourparlers furent entamés. La guerre civile prit fin. La confiscation des terres fut suspendue. Presque tous les prisonniers politiques aux mains du Kuomintang furent libérés.

Il faut renoncer à rapporter tous les épisodes de ces tortueuses négociations entre les deux adversaires. Elles s'échelonnent sur plusieurs années. Elles aboutirent parfois à des accords précaires, interprétés avec astuce par les deux parties. Elles furent marquées, de part et d'autre, par de violentes polémiques et des reproches répétés de violation des engagements pris. Les bons offices prêtés avec tant de persévérance et d'imagination par les Américains, aboutirent à une impasse. En fait, ainsi que les rapports diplomatiques américains l'établissent sans équivoque, jamais le désir sincère d'aboutir à un compromis acceptable n'a existé chez les uns ni chez les autres. Chacun se flattait d'écraser l'autre.

La véritable raison de la victoire communiste, et à travers elle celle de la Russie, fut identifiée avec une remarquable lucidité et une méritoire sincérité par M. DEAN ACHESON, dans sa lettre de juillet 1949 au Président TRUMAN ⁽¹⁾. Elle décrit les principaux incidents marquant l'évolution qui aboutit à la défaite du gouvernement nationaliste chinois.

(1) U. S. Relations with China.

En 1944, quand le général PATRICK J. HURLEY fut envoyé à CHUN KING par le Président ROOSEVELT, il recueillit l'impression que le gouvernement nationaliste et les communistes chinois étaient désireux d'oublier leurs querelles et de coopérer dans un effort commun. Dans les dernières années de la guerre, et même un certain temps après celle-ci, le maréchal STALINE avait répété son intention de ne reconnaître que le gouvernement national. Lui et MOLOTOV répétèrent ces assurances. Elles furent même incorporées dans le traité sino-soviétique, signé le 14 août 1945, conformément aux accords de Yalta. Par ce traité, la Russie acceptait de limiter définitivement ses activités en Chine, en s'engageant à retirer tout appui aux communistes chinois.

Le 11 octobre 1945, après plus d'un an et demi de négociations, ces tentatives de rapprochement aboutirent à une série d'arrangements coordonnés.

En vertu de l'accord d'armistice intervenu le 10 juin 1946 entre les communistes et le gouvernement nationaliste, les premiers avaient autorisé les troupes gouvernementales à exécuter certains mouvements en Mandchourie, afin d'y restaurer la souveraineté chinoise.

En décembre 1945, l'armée soviétique avait exprimé le désir d'évacuer la Mandchourie. Cette opération fut ajournée de deux ou trois mois, à la demande du gouvernement chinois.

Lorsque les troupes russes évacuèrent la Mandchourie, le gouvernement chinois se trouvait devant des lignes de communications fort étendues. D'autre part, il disposait d'effectifs tellement insuffisants et de moyens de transport si limités, qu'il ne put empêcher les communistes de les devancer. Ces derniers y trouvèrent un matériel considérable abandonné par l'armée japonaise du Kuantoung et que les Russes avaient laissé sur place.

Le Général MARSHALL, envoyé en mission spéciale en Chine à la fin de 1945, y poursuivit deux objectifs : le retour à la paix en Chine, sous la direction d'un gouvernement stable, évoluant suivant les principes démocratiques et l'assistance au gouvernement nationaliste, afin de lui permettre d'établir son autorité sur une zone aussi étendue que possible.

Lorsqu'il quitta la Chine, au commencement de 1947, les nationalistes avaient atteint le zénith de leurs succès militaires et de leur expansion territoriale.

Mais tous ces efforts devaient être vains et le Général MARSHALL dut renoncer à sa tâche. Il avait espéré que sa présence en Chine aurait encouragé les éléments libéraux de la Chine non communiste et qu'ils auraient exercé une influence bienfaisante sur le contrôle totalitaire pratiqué par les réactionnaires et les militaristes.

Voici un extrait édifiant de la lettre de M. DEAN ACHESON :

« Les rapports des militaires et des diplomates américains révèlent, »
» dès 1943 et 1944, la conviction grandissante que le Gouvernement et »
» le Kuomintang ont apparemment perdu l'esprit de croisade qui leur »
» avait valu le loyalisme du peuple pendant les premières années de la »
» guerre. De l'avis de plusieurs observateurs, ils étaient tombés dans la »
» corruption, dans une bataille pour les places et le pouvoir, et ils ne »
» comptaient plus que sur les États-Unis pour gagner la guerre à leur »
» place et maintenir leur propre suprématie intérieure. Le gouvernement »
» de la Chine, naturellement, n'avait jamais été que celui d'un parti »
» unique, plutôt qu'un gouvernement démocratique, d'après la conception »
» occidentale. La tension et les efforts imposés par la guerre affaiblissaient »
» rapidement ces éléments libéraux et renforçaient l'étreinte des réac- »
» tionnaires qu'on ne pouvait plus distinguer des seigneurs de la guerre »
» du passé. La masse du peuple chinois perdait de plus en plus confiance »
» dans le Gouvernement.

« Il devint évident pour nous que seul un gouvernement chinois rajeuni »
» et progressiste qui aurait pu reconquérir le loyalisme enthousiaste du »
» peuple, aurait pu poursuivre la guerre efficacement contre le Japon. »
» Les fonctionnaires américains avaient fréquemment manifesté leur »
» inquiétude devant cette situation au généralissime, qui leur assurait »
» sans cesse de la corriger. Il ne fit cependant que peu ou pas du tout

» d'efforts dans ce sens, et il s'isola de plus en plus des fonctionnaires
» chinois qui lui donnaient des avis désagréables.

« ... »

« Ces mêmes observateurs craignaient déjà en 1943 et 1944 que le gou-
» vernement nationaliste puisse s'isoler à ce point du peuple qu'au lende-
» main de la guerre, lors de la lutte pour le pouvoir ils seraient impuissants
» à maintenir son autorité. »

A la fin de la guerre, le gouvernement des États-Unis se trouvait devant trois hypothèses possibles :

- 1) quitter la Chine ;
- 2) intervenir militairement sur une grande échelle pour soutenir le gouvernement nationaliste et l'aider à détruire les communistes ;
- 3) continuer cette assistance en limitant la guerre civile et en recherchant un compromis entre les deux adversaires.

L'Amérique avait même envisagé un moment de soustraire une partie de la Chine à la souveraineté du gouvernement nationaliste et de la placer sous une administration internationale à laquelle la Russie aurait participé.

Le Général MARSHALL avait de plus en plus l'impression que les deux rivaux tâchaient de gagner du temps, tout en feignant de se soumettre aux désirs américains. Les communistes n'avaient jamais renoncé à refuser les conditions qui auraient affaibli leur liberté d'action et les auraient empêché d'atteindre leur but ultime : la bolchevisation de la Chine.

Les nationalistes de leur côté nourrissaient l'illusion, malgré les avis répétés des experts militaires américains, de détruire les communistes par la force des armes. Ce n'est cependant pas le matériel de guerre qui leur fit défaut. Le gouvernement des États-Unis leur accorda des dons et des crédits, s'élevant à 2 milliards de dollars. Cette somme était égale à la moitié des dépenses totales du gouvernement chinois. En outre, le gouvernement

des États-Unis avait cédé au gouvernement nationaliste des stocks civils et militaires d'une valeur totale d'un milliard de dollars, au prix de 232 millions de dollars.

Les observateurs militaires américains ont déclaré que les armées nationalistes, pendant l'année cruciale de 1948, n'ont jamais perdu une seule bataille faute d'armes et de munitions. La vérité, d'après la lettre que nous analysons, c'est que les troupes nationalistes avaient perdu tout esprit combatif et que le Gouvernement n'avait plus l'appui populaire. Les armées nationalistes ne furent pas vaincues. Elles se sont désintégréées.

Grâce à l'incapacité militaire des chefs nationalistes, à leurs défections et à leurs capitulations, les communistes se sont emparés d'une grande partie des équipements militaires fournis par les États-Unis à la Chine.

D'autre part, il est apparu que les communistes chinois ont réussi cette surprenante opération de faire passer leur mouvement pour une croisade purement nationale. Alors que les chefs communistes, toujours d'après la lettre, avaient reconnu publiquement leur subordination à une puissance étrangère, la Russie.

La lettre de M. DEAN ACHESON conclut qu'un grand peuple est ainsi exploité par un parti, au profit d'un impérialisme étranger. Elle exprime l'espoir que la Chine, imprégnée d'individualisme démocratique, rejettera le joug et que le peuple chinois reconnaîtra un jour que le régime communiste ne sert pas leurs intérêts, mais ceux de la Russie soviétique.

Jusqu'à présent, cet espoir ne s'est pas réalisé.

L'autorité du gouvernement nationaliste (TCHANG KAI TCHÉK) s'écroula définitivement au cours des quatre derniers mois de 1949. Les armées communistes occupèrent rapidement les provinces de la Chine méridionale et une grande partie de celle de l'Ouest et du Sud-Ouest. Ils s'emparèrent pendant cette période de Canton, de Chouking, de Chengtu ainsi que du

port d'Anoy. Ils pénétrèrent même dans le Turkestan chinois et dans la Mongolie intérieure. TCHANG KAI TCHÉK fut expulsé pratiquement de la Chine continentale. Le gouvernement communiste de Pékin, au début de 1950, exerçait sa souveraineté sur toute la Chine. Et au cours de 1951, il poussa son influence jusqu'au Thibet. Son autorité s'exerçait sur 400 millions d'êtres humains. La Chine était l'État communiste le plus grand du monde.

V. La résistance au communisme.

Qu'ont fait les adversaires du communisme pour s'opposer à ses progrès ?

Le mouvement syndical.

Au mois de janvier 1944, les syndicats anglais, hollandais et les syndicats américains affiliés au C. I. O. (Congress of Industrial Organizations) quittèrent la Fédération Mondiale des Syndicats, à cause de ses tendances communistes. Le 27 mars de la même année, ces trois organisations publièrent un manifeste adressé à tous les centres syndicaux du monde, pour expliquer leur position.

Ce manifeste rappelait les nombreux efforts qui avaient été faits, sans succès, pour collaborer avec les éléments communistes de la F. M. S. Il accusait les syndicats communistes de se servir de la Fédération Mondiale uniquement dans des buts de propagande, alors qu'ils n'avaient pas ou peu d'expérience du travail d'une organisation syndicale internationale. Il rappelait les agressions continues de ces syndicats, contrôlés selon eux par le Kremlin et le Kominform, contre les syndicats dits réformistes qui essayent de reconstruire leurs pays avec l'aide du peuple américain.

Les 25 et 26 juin, les syndicats scissionnaires se réunirent en conférence à Genève. Cette réunion groupait 127 délégués, venus de trente-huit pays et représentant 45 millions d'ouvriers.

Dans le projet de programme, en dehors des déclarations générales, on note l'assistance pour le dévelop-

pement économique et social aux pays non développés, le maintien du plein emploi, l'amélioration des conditions de vie dans le monde entier et particulièrement dans les territoires dépendants.

Quelques jours avant le Congrès de Genève (le 19 juin), les représentants des organisations syndicales des huit pays asiatiques s'étaient réunis dans la même ville et avaient décidé la création d'une fédération asiatique du travail. Les huit pays étaient : l'Inde, le Pakistan, la Chine, le Japon, la Perse, la Turquie, les Philippines et l'Indonésie.

La nouvelle Fédération s'assignait comme objectifs :

- la protection des pays asiatiques contre le retour de l'exploitation étrangère ;
- l'amélioration du standard de vie des ouvriers asiatiques ;
- la lutte contre la menace communiste ;
- faire entendre la voix des ouvriers asiatiques aux conférences internationales.

La conférence de Baguoi.

Les représentants de sept pays de l'hémisphère austral se sont rencontrés du 26 au 30 mai 1950 à Baguoi, dans les Philippines. Parmi ceux-ci se trouvaient l'Australie, Ceylan, l'Inde, le Pakistan, les Philippines, l'Indonésie et Thaïland (Siam). L'objet de la conférence était l'étude des problèmes communs dans le domaine économique, social et culturel.

La Birmanie avait refusé d'assister à la conférence. La Chine communiste n'avait pas été invitée.

La conférence adopta toute une série de résolutions, recommandant la collaboration, sur la base de l'action commune, afin de servir les intérêts de la région à laquelle appartiennent les pays participants.

La résolution politique confirme l'appui des sept

pays aux Nations Unies. Elle recommande que, dans les conférences futures traitant des problèmes intéressant spécialement le Sud et Sud-Est de l'Asie, le point de vue des peuples de cette région du globe ne soit pas perdu de vue, afin d'assurer une meilleure entente et que des relations cordiales soient maintenues entre ces différents pays et les autres contrées du globe.

La résolution économique recommande, entre autres, que les producteurs des matières premières dans cette région de la terre, reçoivent des prix équitables pour leurs exportations. Elle préconise, en outre, que les nations représentées à la conférence prennent, soit séparément soit collectivement, des mesures pour stabiliser les prix et les protéger contre des fluctuations anormales.

Les participants devraient conclure des accords bilatéraux de commerce et de paiement en harmonie avec leurs obligations internationales. Ils devraient envisager, en outre, la possibilité d'un arrangement multilatéral de clearing, afin d'assurer la pleine utilisation de leurs ressources et encourager l'échange d'informations techniques et de personnel qualifié. Dans le domaine culturel et social, la conférence propose d'intensifier la campagne contre l'analphabétisme, l'établissement de centres internationaux d'études, l'échange de professeurs, d'étudiants, de livres, de périodiques, de films et d'expositions.

Le Général ROMULO, ministre des Affaires Étrangères de Philippines, qui présidait la conférence, exprima le vœu que cette organisation régionale devienne permanente. Faisant allusion à la sécurité de cette partie du globe, il déclara que le remède ne devait pas être cherché du côté militaire, mais en engageant une action pour empêcher la subversion intérieure.

L'assistance aux pays non développés.

Il est banal de répéter que la misère est le meilleur incubateur pour le communisme. Il ne suffit pas d'octroyer l'indépendance politique aux territoires arriérés. C'est un luxe dérisoire s'il ne s'accompagne pas d'une amélioration des conditions d'existence. Et même si l'on ne franchit pas très vite cette étape nécessaire, on peut donner au communisme un cadre favorable à son action. La détresse physique et morale des populations est un facteur aussi puissant que le vif désir d'indépendance qui féconde les mouvements autonomistes.

Le violent contraste entre l'opulence des capitalistes qui accumulent de la plus-value et la déchéance des éléments indigènes agit comme un stimulant dont les communistes ont compris tout de suite l'irrésistible élan. Cette comparaison crée un sentiment de frustration qui décuple l'esprit révolutionnaire. Un marxiste qui repousse la dialectique matérialiste, MAX ADLER, a particulièrement bien décrit ce phénomène psychologique (1).

La littérature de propagande communiste abonde en exemples saisissants de ces déplorables inégalités. Nous nous sommes bien gardés de puiser à ces sources. Nous nous sommes limités aux documents officiels des Nations Unies, des États-Unis ou du Commonwealth britannique.

Un tiers des hommes du monde dispose des trois quarts des aliments. L'Asie, avec la moitié de la population mondiale, ne produit que 17% des aliments. Les États-Unis, représentant 7% de la population du globe, absorbent 42% du revenu total, tandis que

(1) MAX ADLER, *Der Marxismus als Proletarische Lebenslehre* (Édition E. Laub'sche Verlagsbuchhandlung, Berlin, 1923, C. 54).

les pays « arriérés » avec 54% de cette population n'ont que 13% de ce revenu.

L'Afrique consomme 2 millions de tonnes d'acier et les États-Unis, avec une population de 70 millions en moins, 40 fois plus.

Un autre indice de ces énormes disparités est la proportion du revenu individuel consacré à l'alimentation. On sait que, en vertu de la loi d'ENGEL, il est inversement proportionnel au revenu. La moyenne au Canada se situe entre 30 et 33%, alors qu'elle atteint 71% au Chili. Même en termes absolus, la carence alimentaire se vérifie. La diète moyenne aux États-Unis représente 3.249 calories et 2.021 aux Indes.

Un paysan des régions non développées produit 10 fois moins qu'un fermier anglais.

Nous retrouverons la confirmation de ces chiffres, sous une autre forme dans un instant, quand nous analyserons les projets de développement.

Le rapport des Nations Unies sur l'assistance technique en vue du développement économique (1) fournit d'autres précisions.

En 1947, le revenu moyen par tête aux États-Unis dépassait 1.400 dollars. Dans quatorze pays, il oscillait entre 440 et 900 dollars, mais dans 25 autres pays, représentant plus de la moitié de la population mondiale, il était inférieur, et souvent très inférieur, à 100 \$.

Le rapport estimait qu'on pouvait envisager sans optimisme un accroissement de la production du riz de 10% par l'utilisation de meilleures variétés. L'hybridation du maïs pourrait augmenter les récoltes de 20 à 30%. La peste bovine, qui cause chaque année la perte de 2 millions de têtes de bétail surtout en Afrique et en Asie, pourrait être éliminée.

Trente millions de tonnes de céréales et de légumes

(1) Organisation des Nations Unies, Lake Success, New York, mai 1949.

comestibles, soit 10% de la récolte mondiale, sont détruits chaque année. Cela représente la nourriture de 150 millions d'êtres humains.

Le paludisme atteint 300 millions de personnes par an. Il est la cause de 3 millions de décès et réduit de 20 à 40 jours la durée annuelle du travail par tête.

Dans le Moyen-Orient, 20 à 30 millions de personnes souffrent de shistosomiase, provoquée par l'eau polluée. Elle atteint 90% des individus vivant dans les campagnes. Elle sévit également en Afrique, en Asie et en Amérique.

« Dans les pays peu développés, maint agriculteur ne dispose, pour son travail, de rien d'autre que d'un petit lopin de terre, d'une charrue en bois et d'une ou deux houes, bêches et faucilles, d'une faible quantité de semences de qualité médiocre, mise de côté sur la dernière récolte et, s'il a de la chance, un droit de copropriété sur un buffle domestique. On est loin de l'agriculteur du pays hautement évolué qui dispose d'un tracteur, d'un camion, d'autres machines complexes et efficaces, d'une grange et d'un atelier, d'engrais, d'insecticides, de semences des meilleures variétés de plantes connues, de bétail de bonne race, de nouvelles et de renseignements radiophoniques sur le marché, d'une station de recherche et d'un service d'informations agricoles. »

Le même rapport a fort bien identifié le problème. Il a encore mieux démontré l'intérêt évident des pays développés à le résoudre.

Voici ce qu'il écrit :

« Au cours des dernières années, les habitants de ces pays ont eu de plus en plus conscience de l'inégalité existant entre leur situation et celle des pays plus développés et de la nécessité d'augmenter leur production afin de pouvoir relever leurs niveaux de vie. De même les pays plus développés ont été progressivement amenés à reconnaître que, dans un monde dont les diverses parties sont interdépendantes du point de vue économique, le fardeau que représentent les frais élevés résultant d'une productivité insuffisante pèse sur tous les peuples du monde et que le plein emploi de la main-d'œuvre et l'utilisation intégrale des ressources des pays plus développés ne sont possibles que dans le cadre d'un programme général d'expansion économique auquel participeraient pleinement les pays moins développés. En outre, il est devenu évident que l'énorme différence entre la richesse sans précédent d'un petit nombre de pays et l'effroyable pauvreté qui règne dans la plupart des autres

» constitue une source d'instabilité économique et sociale dans le monde.
» Il s'ensuit que l'élimination des différences économiques par l'accélération du développement des régions insuffisamment développées est
» une tâche impérative et urgente aussi bien du point de vue des pays
» plus développés que des pays insuffisamment développés. »

LE POINT IV DU PRÉSIDENT TRUMAN.

Le 20 janvier 1949, dans le discours qu'il prononça devant le Congrès américain, à l'occasion de sa prestation de serment comme Président, M. TRUMAN développa un programme en quatre points, pour la paix et la liberté. Le 4^{me} point de ces projets consistait à faire bénéficier les régions non développées des progrès scientifiques et industriels réalisés aux États-Unis. Il décrivait la misère des habitants de ces régions. Il comptait surtout sur les procédés techniques dont disposent les Américains et dont le nombre et le volume paraissent inépuisables. Mais il ajoutait tout de suite que des investissements de capitaux devraient être envisagés, en une action collective avec d'autres nations. Le programme, disait-il, devrait être réalisé en s'écartant des concepts du vieil impérialisme exploitant ces pays au profit de nations étrangères. Il doit être exécuté, suivant les conceptions démocratiques de la justice sociale. Il soulignait que le commerce des États-Unis progresserait dans la mesure où les pays arriérés progresseraient eux-mêmes économiquement.

LES NATIONS UNIES ET L'AIDE TECHNIQUE AUX PAYS NON DÉVELOPPÉS.

Le 16 novembre 1949, les Nations Unies adoptaient à l'unanimité une série de résolutions pour la continuation et l'amplification de l'assistance technique des Nations Unies aux territoires non développés.

Ces résolutions étaient basées sur les principes suivants : création d'une organisation appropriée ; autorisation donnée au Secrétaire Général d'ouvrir un compte spécial où les États membres verseraient leur contribution ; convocation d'une conférence technique pour l'assistance afin d'élaborer les arrangements financiers et de fixer les cotisations ; approbation de l'intention de continuer et d'amplifier l'assistance technique ; étude des différents aspects financiers du développement ; invitation au Conseil Économique et Social de mettre à l'étude les questions économiques et commerciales de caractère international, capables d'influencer le développement des pays arriérés.

Le plan pour la réalisation du point IV vint en discussion à Genève le 21 juillet 1949, devant le Conseil Économique et Social. Les experts des Nations Unies évaluaient à 36 millions de dollars pour la première année et 50 millions pour la seconde année, les dépenses nécessaires pour l'aide technique seulement, à l'exclusion des investissements en capitaux. Au cours de la discussion, le délégué américain fit des réserves sur ces chiffres. Le délégué de l'URSS décrivit le point IV du PRÉSIDENT TRUMAN comme un autre plan colonial, destiné à satisfaire les ambitions impérialistes des États-Unis.

Le 13 août 1949, le Comité Économique s'est mis d'accord sur les principes et la procédure pour l'exécution du point IV.

(1) Les Nations Unies n'apporteront leur assistance technique qu'aux gouvernements qui la demanderont ;

(2) L'assistance ne peut en aucun cas être une intrusion dans les affaires intérieures du pays intéressé et dans aucun cas aucune considération de caractère politique ne peut intervenir ;

(3) Les gouvernements qui recevront l'aide doivent prendre une part de la dépense à leur charge.

En rapport avec ces projets, il est intéressant de rapporter un passage du compte rendu de la discussion qui eut lieu devant le Comité Bancaire et Monétaire du Sénat américain, le 9 août 1949.

M. JOHN SNYDER, le secrétaire de la Trésorerie, insista sur les risques que pouvaient courir les capitaux investis à l'étranger par exemple l'impossibilité où se trouveraient les prêteurs des États-Unis de convertir en dollars leur gains réalisés en monnaies étrangères ; l'expropriation des propriétés des prêteurs par des gouvernements étrangers sans une indemnité rapide et adéquate ; la destruction physique des propriétés à la suite d'une guerre internationale. Les détenteurs de capitaux aux États-Unis hésitent à investir dans les régions non développées. Ils y constatent le développement d'un sentiment anti-étranger, les progrès de l'idéologie qui favorise la propriété de l'État et le contrôle des industries, l'instabilité politique provoquée par le nationalisme extrémiste et provenant des difficultés économiques.

Le plan de Colombo.

Le plan dit « de Colombo » fit l'objet d'un rapport qui fut publié le 28 novembre 1950. C'est un plan pour le développement de l'Inde, du Pakistan, de Ceylan, de la Malaisie et de Singapour, du Nord de Bornéo et du Sarawak.

La zone envisagée est peuplée de 570 millions d'habitants. C'est-à-dire le quart de la population mondiale.

Le rapport expose d'abord la situation arriérée de l'économie et donne des détails sur le niveau de vie. Alors que ces régions sont exceptionnellement riches en ressources naturelles, la pauvreté règne parmi des millions d'êtres humains. Aux Indes, par exemple, la ration consiste actuellement presque entièrement

en céréales. Dans les régions où elles sont rationnées, elle n'atteint pas plus de 12 onces par jour, soit 340 grammes. Au Pakistan un homme doit se contenter de 9 yards de coton par année pour ses vêtements, alors que ce pays connaît dans certaines provinces, des températures extrêmement basses.

La consommation alimentaire dans ce groupe de pays est inférieure à ce qu'elle était il y a dix ans.

Le problème le plus urgent est évidemment celui de l'alimentation. Quinze millions d'acres, où jadis on cultivait le riz, furent abandonnés à la suite de la guerre.

Aux Indes, malgré le contrôle exercé, les prix de gros sont montés de 100 en 1939 à 400 en 1950 et l'index du coût de la vie a atteint 320 à la même date.

Dans l'ensemble des territoires envisagés, les prix de gros ont augmenté de 150% de 1939 à 1945. Cette augmentation atteint même 1.000% en Indochine. La population grandit à une cadence telle qu'elle passera en 20 ans de 570 millions à 720 millions (en 1970), c'est-à-dire qu'elle sera accrue d'un nombre d'individus égale à la totalité de la population des États-Unis.

Le revenu par tête est d'environ 20 livres sterling par an. Il est de 200 livres dans le Royaume-Uni et de 400 aux États-Unis. La moitié de la population dépend de l'agriculture pour vivre. Dans certains cas, cette proportion atteint 80%. A Ceylan, 1.200 personnes doivent vivre de la production de 1.000 acres cultivées, alors qu'en Grande-Bretagne, 60 personnes vivent de la même superficie.

La production par acre s'établit comme suit :

<i>Blé</i>	<i>Coton</i>
Indes : 60 lbs (272 kg environ)	66 lbs (29 à 30 kg environ)
États-Unis : 1.000 lbs (453 kg environ)	313 lbs (141 kg environ)

La différence de fertilité du sol n'est pas le seul

facteur qui explique cette disparité. C'est un manque d'équipement qui est le grand responsable. Aux États-Unis, il y a 2 millions 400 mille tracteurs. Aux Indes, il n'y en a que 10.000. L'Amérique utilise 13 millions de tonnes d'engrais par an, alors que les Indes n'en emploient que 200 mille.

Dans le cas de Ceylan, la situation se complique du fait que les 2/3 de la superficie cultivée sont absorbés par le thé, le caoutchouc et les noix palmistes. Ces trois produits représentent à eux-seuls 90% des exportations du pays et l'économie est ainsi terriblement menacée par les fluctuations des prix internationaux.

Dans les pays comme la Malaisie, le Nord de Bornéo et le Sarawak, 6 millions d'acres seulement sont cultivés, alors que leur superficie totale atteint 81 millions.

L'analphabétisme y est généralisé. La carence des services médicaux est responsable pour les taux élevés de mortalité (à Ceylan, il n'existe que 2,7 lits dans les hôpitaux, pour 1.000 habitants).

Le plan est conçu pour une durée de 6 ans. Il exigera des sommes considérables. Indépendamment des capitaux fournis par chacun des pays eux-mêmes (il s'agit donc de capitaux étrangers au groupe des pays envisagés, et dont on évalue le montant à 1 milliard 84 millions de livres sterling), on espère se les procurer aux cinq sources suivantes :

- (1) les balances créditrices en livres sterling que les pays bénéficiaires du plan pourraient posséder ;
- (2) des investissements privés, consentis à des entreprises privées ;
- (3) des crédits privés, accordés aux gouvernements ;
- (4) des crédits d'organisations internationales (Banque Internationale) aux gouvernements ;
- (5) des crédits des gouvernements étrangers aux gouvernements de la zone.

Les pays participant au plan de Colombo produisent la quasi-totalité de caoutchouc et de jute du monde,

les 3/4 du thé, les 2/3 de l'étain et le 1/3 des huiles et des graisses. Ils exportent ces produits en échange de textile, de machines, de fer et d'acier.

Les auteurs du rapport, se basant sur le potentiel économique considérable des régions non développées, estiment que l'amélioration des procédés de culture, l'accroissement de l'équipement technique, l'utilisation de meilleures semences et d'engrais, ainsi que des travaux d'irrigation, permettraient de majorer, dès 1956/7, les niveaux de production dans les proportions suivantes :

céréales	: 8 % (3 millions de tonnes)
coton	: 30 % (195 mille tonnes)
jute	: 50 % (375 mille tonnes)
graines oléagineuses	: 30 % (un million 5 cents mille tonnes).

On calcule qu'à Ceylan, la superficie cultivée pourrait être doublée.

Le programme ne porte pas seulement sur un meilleur équipement de l'agriculture, mais il envisage aussi le développement des transports et des communications (34%), un accroissement de la consommation du combustible et de l'énergie électrique (6%), le perfectionnement des industries et des mines (10%). 18% du total des investissements seraient consacrés à l'équipement social du pays.

Une déclaration officielle fournit quelques détails sur la coopération financière que les régions non développées intéressées au plan de Colombo peuvent escompter déjà : le Royaume-Uni fournirait 300 millions de livres sterling en 6 ans : le Canada 25 millions pour la première année, à condition que d'autres pays suivent son exemple ; l'Australie offrirait 4 millions de livres sterling (australienne) sous forme d'assistance technique, plus 30 millions pour le développement économique général ; la Nouvelle-Zélande s'engagerait pour 1 million de livres par an, pendant 3 ans ; après cette date, elle examinerait la situation.

VI. Conclusions.

La décolonisation a commencé bien avant la naissance du communisme. Ceux qui sont impressionnés par la part grandissante qu'il a prise dans les récents mouvements autonomistes ne doivent pas oublier que les pays qui se sont affranchis les premiers du statut colonial, ne lui doivent rien. Et c'est même chez eux qu'aujourd'hui encore le communisme exerce l'influence la plus modeste. C'est le cas pour l'Amérique du Nord et les Dominions. Certains d'entre eux comme l'Inde, le Pakistan et Ceylan ont conquis leur autonomie sans lui, si pas contre lui. Ceci est aussi vrai en grande partie pour l'Indonésie.

Mais il n'en reste pas moins que le communisme a réussi à s'emparer avec beaucoup d'habileté d'un grand nombre de mouvements de libération. Il l'a fait en s'inspirant d'une doctrine dont il ne fait pas mystère. Il a employé des méthodes clairement indiquées dans les programmes et résolutions, dont la publicité ne laisse rien à désirer. Par conséquent, les adversaires du communisme dans le monde ne peuvent en aucun cas invoquer l'alibi de l'ignorance.

La doctrine communiste lui interdit de rester passive devant n'importe quel mouvement autonomiste. La théorie de l'intervention est érigée en principe d'application constante. Les marxistes de la nouvelle observance léniniste et staliniste sont ainsi revenus à la notion de la révolution permanente qu'ils condamnaient quand TROTSKY la défendait. Ils ont abandonné l'idée du socialisme dans un seul pays. Cette prise de position est déterminée par un mobile économique.

Tout en proclamant, sans se lasser, la possibilité de la coexistence du régime communiste et du régime capitaliste, ils doivent reculer sans cesse les frontières de leur zone d'influence, afin de s'assurer une autarcie, de plus en plus hermétique.

Les programmes des partis communistes asiatiques que nous avons analysés révèlent une origine idéologique commune. Ils ne la dissimulent pas. Au contraire, ils la revendiquent avec une certaine ostentation.

On retrouve dans chacun d'entre eux l'inspiration marxiste caractérisée par l'exaltation de la dialectique matérialiste ; la solidarité avec l'URSS et les démocraties populaires ; la volonté de coopération avec les mouvements similaires ; le désir de créer une société communiste sans classe, par la lutte contre l'impérialisme ; la détermination d'exproprier les entreprises des nations usurpatrices et d'abolir tous les privilèges des puissances occupantes ; la collectivisation des grands moyens de production et d'échange, surtout de tous les monopoles capitalistes et de la grande propriété foncière ; la préoccupation d'orienter l'économie vers une industrialisation de plus en plus poussée ; le respect des particularités et des valeurs culturelles des minorités nationales ; le souci d'instaurer un régime politique fortement centralisé, s'appuyant sur la dictature du prolétariat ; une économie planifiée, orientée vers le capitalisme d'État et l'écrasement par la violence de tous les opposants.

Certaines réserves opportunistes figurant dans ces programmes et qui révèlent un incontestable gradualisme, ne doivent pas faire illusion sur le caractère foncièrement communiste de ces révolutions dont le radicalisme ne laisse rien à désirer.

Le dynamisme de l'action communiste dans les pays coloniaux ou semi-coloniaux est déterminé par toute une série de thèmes qui apparaissent aux yeux

de leurs protagonistes comme des vérités historiques sanctionnées par les faits.

Les communistes sont encouragés dans leur action révolutionnaire dans les milieux coloniaux, par le fait que les peuples dépendants ont fait leur choix à leur profit. En effet, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, les populations de plusieurs régions du globe se sont trouvées devant une vacance de l'autorité occidentale. A ce moment, elles pouvaient ou bien rappeler les Occidentaux ou disposer souverainement d'elles-mêmes, ou encore se donner au communisme. Comment se fait-il qu'elles aient si souvent choisi la troisième hypothèse ? Malgré que les Occidentaux aient mis fin aux guerres des tribus, à la barbarie et qu'ils aient doté ces populations d'écoles, d'hôpitaux, etc.

Nous verrons plus loin pourquoi elles ont répondu dans un sens décevant pour le capitalisme occidental.

Il n'a pas échappé aux communistes qu'ils ont eu peu ou pas d'influence là où les puissances occidentales ont, plus ou moins spontanément, renoncé à la souveraineté qu'elles exerçaient jusque là sur les populations arriérées et que celles-ci ont pu librement disposer d'elles-mêmes.

Mais ils ont observé que dans toutes les régions ex-coloniales, ou en voie de décolonisation, où les puissances occidentales sont intervenues militairement, le communisme fut virulent.

L'expérience leur a montré aussi que, dans ce cas, le rétablissement par la force armée de l'autorité occidentale paraît chimérique.

En outre, ils sont convaincus que les peuples arabes et mahométans ne sont pas allergiques au communisme, contrairement à une opinion généralement répandue en Occident.

Là où il prend pied, dans les territoires coloniaux et même métropolitains, le communisme procède im-

médiatement à la redistribution des terres et à la nationalisation des grandes entreprises. Ces deux réformes exercent une attraction durable sur la population, même sur les éléments qui ne sont pas ralliés au communisme. Et cette constatation se vérifie aujourd'hui en Allemagne orientale.

Les communistes comptent sur le réarmement, conséquence de l'incertitude permanente provoquée par le conflit des deux idéologies, pour accélérer la prolétarisation des masses des pays arriérés auxquels on va demander de produire davantage de matières premières. Ils s'apprêtent à profiter de cette prolétarisation pour pénétrer dans ces régions.

Les progrès du communisme furent considérablement facilités par les conflits internes qui divisent le bloc tendant à s'y opposer. Le cas de la reconnaissance de la Chine nationaliste (TCHANG KAI TCHEK) par les États-Unis et le Japon, tandis que l'Angleterre reconnaissait la Chine communiste, est particulièrement édifiant. En agissant comme il l'a fait, le Japon renonce délibérément au marché chinois continental. Il devra nécessairement trouver un exutoire. Il paraît vraisemblable qu'il le cherchera dans l'Asie du Sud-Est, où il entrera en collision avec les Anglais et les Français. On devine que cette hypothèse ne réjouit pas ces deux puissances occidentales. D'autant plus qu'elles n'ont pas gardé un très bon souvenir des méthodes commerciales dont le Japon se servait jadis dans la compétition économique mondiale. Plus près de nous, la surveillance exercée par les États-Unis sur les exportations de l'Allemagne occidentale au-delà du mur de fer qui pourraient accroître le potentiel militaire du bloc soviétique, aura des conséquences identiques. Il semble que cette circonstance soit de nature à aggraver le chômage en Europe occidentale et y encourager les progrès du communisme.

Depuis que le communisme a étendu sa zone d'influence au tiers de la population mondiale et qu'il a réalisé ses progrès territoriaux en un temps incroyablement court, on s'est interrogé sur la raison de ces succès. Tout le monde est d'accord pour admettre que les deux conflits mondiaux ont singulièrement préparé les peuples coloniaux aux transformations révolutionnaires radicales dont ils ont pris la responsabilité, sans que le communisme en prenne toujours l'initiative. Dans l'introduction au présent mémoire, nous avons indiqué quels étaient les facteurs économiques et sociaux qui avaient créé les conditions favorables à une rébellion contre l'Occident.

L'apparition sur le théâtre politique et diplomatique mondial de deux grands États communistes comme la Russie et la Chine, et dont l'un a déjà un tiers de siècle d'existence, a décuplé le potentiel révolutionnaire des peuples assujettis.

Mais si on se place du point de vue de la doctrine et de la théorie, on n'enregistre plus un accord aussi parfait quant aux causes qui ont déterminé l'évolution que nous analysons.

Certains sont tentés de conférer au marxisme une sorte de vérité que ne posséderaient pas les autres doctrines économiques. Son succès même constitue une grande tentation pour conclure dans ce sens. Mais l'argument de la réussite implique l'acceptation d'une démonstration pragmatique qui n'est pas agréée par tout le monde. Le pragmatisme est toujours entouré d'équivoques et ceux qui succombent volontiers à ses tentations, se recrutent généralement parmi les esprits qui établissent leur démonstration en se basant sur le passé.

D'autre part, on peut se demander si le marxisme n'est pas un vocable démodé par le phénomène dont on lui attribue la paternité. Dans le chapitre consacré

à la doctrine, nous avons indiqué les correctifs importants que LÉNINE et STALINE ont apporté aux théories originales. Et certains écrivains n'hésitent pas à écrire que le marxisme n'est plus qu'une momie, devant laquelle viennent s'incliner avec ostentation les grands mandarins du communisme. Selon eux leur dévotion affectée est le signe le plus certain qu'il a subi de telles transformations qu'il en est devenu méconnaissable.

ALBERT CAMUS (1) écrit avec beaucoup de finesse :

« Depuis la mort de MARX, en tous cas, une minorité de disciples sont » restés fidèles à sa méthode. Les marxistes qui ont fait l'histoire se sont » emparés, au contraire, de la prophétie et des aspects apocalyptiques » de la doctrine, pour réaliser une révolution marxiste, dans les circons- » tances exactes où MARX avait prévu qu'une révolution ne pouvait » pas se produire. On peut dire de MARX que la plupart de ses prédictions » se sont heurtées au fait, dans le même temps où sa prophétie a été » l'objet d'une foi accrue. La raison en est simple : les prédictions étaient » à court terme et ont pu être contrôlées. La prophétie est à très long » terme, et a pour elle ce qui asseoit la solidité des religions : l'impossibilité » de faire la preuve. Quand les prédictions s'effondraient, la prophétie » restait le seul espoir. Il en résulte qu'elle est seule à régner sur notre » histoire. »

Ce texte du grand écrivain français, qui témoigne à la fois de tant de pénétration et de subtilité, va nous permettre de faire comprendre la place exacte que le marxisme occupe dans le phénomène de la décolonisation. Il est vrai que LÉNINE s'est écarté de MARX sur deux points importants. Ce dernier ne croyait pas à la valeur révolutionnaire de la paysannerie, comme masse de manœuvre à la remorque du prolétariat. Il ne croyait pas davantage à une révolution qui n'aurait pas été basée sur la solidarité effective et organique du prolétariat international.

En proclamant la possibilité du socialisme dans un seul pays, les communistes russes ont orienté leur révo-

(1) ALBERT CAMUS, *L'homme révolté* (Édition Gallimard, Paris 1951, 234).

lution vers le nationalisme. Ils ont détourné le principe de la lutte des classes au profit de l'intérêt et de l'État russe. La structure économique de la révolution elle-même, basée de plus en plus sur le capitalisme d'État (bien que ceci soit contesté par quelques rares socialistes anticommunistes), a encouragé davantage cette orientation. Il lui a donné l'infrastructure nécessaire à son développement.

Et ce même État russe s'est précisément servi des mouvements nationalistes surgis à l'extérieur de ses frontières pour assurer l'expansion de son idéologie. Il a réussi cet incroyable performance de faire croire que le communisme, dissimulé derrière l'écran de l'État russe, apportait aux nationalités opprimées leur indépendance et leur liberté. Il s'est assuré ainsi leur concours sans réserve. C'est pourquoi aussi, il s'oppose énergiquement aux tendances comparables à la sienne, d'inspiration titiste.

D'autre part, les dirigeants des mouvements autonomistes dans les pays coloniaux ont été impressionnés par les confirmations répétées que les faits ont apporté à la loi de développement historique du capitalisme, élaborée par KARL MARX.

Emportés par leur élan, les adversaires des théories marxistes ont créé une confusion déplorable entre le marxisme et la révolution à laquelle ils ont fini par l'identifier. Il y a un demi-siècle, on avait déjà tenté une assimilation semblable entre le marxisme et le socialisme. Et les partis socialistes les plus puissants du monde sont loin cependant de s'inspirer tous des théories de MARX. Les communistes se sont bien gardés de dissiper ce quiproquo, de détromper ceux qui donnaient ainsi imprudemment une auréole imméritée à une doctrine dont semblent s'éloigner aujourd'hui ceux qui s'en réclament avec le plus d'ostentation.

Ils ont au contraire entretenu cette conception ambiguë, et ils l'ont amplifiée.

Le succès du marxisme dans les territoires en voie de décolonisation est assurément explicable par des facteurs économiques, et notamment par les expropriations auxquelles les révolutions nationalistes ont procédé. L'Angleterre a perdu 1 milliard 800 millions de livres sterlings d'investissement depuis la révolution russe de 1917, jusqu'à l'expulsion de l'Anglo-Iranian Petroleum Cy d'Iran en 1951. Cette perte de substance a détraqué à ce point l'économie de la Grande-Bretagne qu'elle n'est jamais parvenue, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, à redresser sa balance des comptes et à maintenir un équilibre efficace entre ses importations et ses exportations. Cet affaiblissement dramatique de la puissance économique de l'Empire britannique s'est traduit immédiatement par un affaiblissement parallèle de sa puissance militaire. Et cette perte de prestige n'a pas échappé aux peuples assujettis, engagés dans la voie de l'indépendance.

Ceci explique en partie que le communisme se proclame d'application universelle, sans distinction de lieu, ni de races. Pour les communistes, aucun pays ne peut se flatter d'échapper à la révolution qu'ils préparent. Et c'est ainsi qu'on a vu se transformer des mouvements autonomistes purement émotionnels en révolutions aux horizons brusquement élargis. On observe même au Congo belge l'apparition d'un nationalisme de groupe ⁽¹⁾ qui se caractérise par un repli vers les anciennes coutumes et les traditions historiques. Mais cette nostalgie du passé qui présente beaucoup d'analogies avec ce que les Indes connurent lorsque GANDHI exaltait le retour au rouet archaïque, peut subir des métamorphoses

(1) A. SOHIER, *La politique d'intégration (Zaïre, Éditions Universitaires, Bruxelles, novembre 1951)*.

rapides, sous l'influence des facteurs économiques et sociaux. Ces nationalismes rudimentaires peuvent être animés d'une cadence surprenante dans certains cas et évoluer vers le radicalisme révolutionnaire, à la suite de crises économiques aiguës et prolongées. Tel mouvement né pour la défense des valeurs culturelles menacées ou brutalement anéanties par l'éruption du capitalisme dans les sociétés indigènes, peut être affecté brusquement d'un coefficient de rébellion insoupçonné.

La pratique des expropriations des entreprises métropolitaines installées dans les colonies ne satisfait pas seulement l'impérieuse nécessité de donner à la révolution nationale des bases économiques tangibles. Elle répond à une préoccupation éthique infiniment plus élevée. En y procédant, les masses révolutionnaires ont l'impression d'une restitution, d'une récupération. Elles ont conscience de corriger une spoliation. En même temps, elles leur fournissent la preuve que le capitalisme occidental est vulnérable. Il n'est pas impossible non plus que le communisme qui propose aux masses des solutions promptes et schématiques, les séduise par l'austérité même du régime qu'il instaure.

Ce fut le cas dans beaucoup de pays dont nous venons d'analyser l'évolution. Les masses populaires avaient été témoins d'actes nombreux de corruption et de prévarication. Et il ne faut pas exclure ce facteur moral comme un de ceux qui peuvent agir dans le sens du radicalisme.

Mais il semble que les interventions armées extérieures aient plus fait que tous les autres facteurs pour exaspérer les mouvements révolutionnaires.

Dès que la lutte se transforme en conflit armé, l'occasion est fournie aux États communistes d'apporter leur aide matérielle et technique. A mesure que ces guerres pseudo-coloniales se poursuivent, et s'éternisent, le prestige de la race blanche qui n'arrive pas

toujours à les terminer victorieusement, décroît rapidement. Les métropoles sont gravement affectées dans leur stabilité financière. L'augmentation des charges budgétaires réduit le niveau de vie et fournit ainsi un aliment à la propagande communiste métropolitaine. Le recours à l'aide étrangère crée un sentiment de suggestion et d'irritation dans la population des pays occidentaux mêlés à ces guerres ultra-maritimes. Ce qui donne une nouvelle impulsion au communisme. Cette irritation va depuis la simple mauvaise humeur jusqu'aux actes de sabotage. La présence de troupes étrangères fait établir un rapprochement avec l'occupation ennemie. Chez les peuples dépendants ou en voie d'émancipation, elle donne l'impression que les armées étrangères ramènent dans leur fourgons les capitalistes qui ont exploité la main-d'œuvre indigène. M. TRUMAN l'a tellement bien compris que dans son discours inaugural, en janvier 1949, devant le Congrès américain, il a répudié l'impérialisme et repoussé l'idée de cette exploitation. En même temps, il suggérait de venir en aide aux régions non développées. Cette méthode paraît d'autant plus efficace qu'elle résoudrait du même coup le pressant problème de l'investissement de la plus-value accumulée par le capitalisme métropolitain. La mise en valeur des territoires arriérés lui ouvrirait un exutoire dont les possibilités ne seraient pas épuisées avant de nombreuses années.

TABLE DES MATIÈRES

I. INTRODUCTION	3
II. LA DOCTRINE	16
III. LE PROGRAMME	31
IV. L'ACTION	43
Le front commun	43
Les syndicats	53
L'action diplomatique	57
La mobilisation des minorités nationales	59
Le terrorisme et les reprises individuelles	61
La lutte à main armée	63
La formation des cadres	64
L'expérience russe	65
Comment les communistes se sont emparés de la révolution nationale chinoise	69
V. LA RÉSISTANCE AU COMMUNISME	79
Le mouvement syndical	79
La conférence de Baguoi	80
L'assistance aux pays non développés	82
Le plan de Colombo	87
VI. CONCLUSIONS	91

